



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/45/PV.14

12 octobre 1990

FRANCAIS

Quarante-cinquième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 14e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 1er octobre 1990, à 9 h 30

Président : M. de MARCO (Malte)
puis : M. SUTRESNA (Indonésie)
(Vice-Président)
puis : M. de MARCO (Malte)
puis : M. THOMPSON (Fidji)
(Vice-Président)

Cérémonie de présentation de la Déclaration et du Plan d'action adoptés lors du Sommet mondial pour les enfants [151]

Allocution de M. Carlos Salinas de Gortari, Président des Etats-Unis du Mexique

/...

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

Débat général [9] (suite)

Déclarations de :

M. Paasio (Finlande)

M. Tsering (Bouthan)

Allocution de M. George Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique

Débat général [9] (suite)

Déclarations de :

M. Levy (Israël)

Mme Wilde (Nouvelle-Zélande)

La séance est ouverte à 9 h 45.

POINT 151 DE L'ORDRE DU JOUR

CEREMONIE DE PRESENTATION DE LA DECLARATION ET DU PLAN D'ACTION ADOPTES LORS DU SOMMET MONDIAL POUR LES ENFANTS

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je déclare ouverte la cérémonie de présentation de la Déclaration et du Plan d'action adoptés par les dirigeants mondiaux lors du Sommet mondial pour les enfants.

Je donne maintenant la parole au Premier Ministre du Canada, M. Brian Mulroney, Coprésident du Sommet mondial pour les enfants.

M. Brian Mulroney, Premier Ministre du Canada, est escorté à la tribune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole à M. Brian Mulroney, Premier Ministre du Canada.

M. MULRONEY (Canada) : Au nom de mon coprésident, le Président Traoré du Mali, j'ai l'honneur de vous soumettre un rapport sur nos délibérations de ce week-end.

(L'orateur poursuit en anglais)

Personne ne souffre plus de la pauvreté que les enfants; et jamais cette souffrance n'est apparue de façon si évidente à la population mondiale. Chaque jour - 365 jours par an - 40 000 enfants dans le monde meurent alors que leur sort pourrait être évité. Des millions d'autres sont victimes de la famine, ne reçoivent aucune instruction ou sont exploités.

M. Mulroney (Canada)

Soixante et onze chefs d'Etat ou de gouvernement se sont réunis à New York pour trouver des solutions à cette intolérable état de fait. Leur réunion d'hier a mieux éclairé l'un des tableaux les plus sombres de notre planète - le plus scandaleux : la faim, la pauvreté, l'errance, la maladie, l'exploitation et l'analphabétisme des enfants du monde. Nous avons lu autant l'expression de la joie que celle de la douleur dans le film réalisé pour le Sommet.

(L'orateur poursuit en français)

Nous avons débattu de questions qui n'avaient jamais été mises à l'ordre du jour d'un sommet : les maladies infantiles, la planification familiale, la responsabilité des parents envers leurs enfants.

Aucun des participants à ce sommet ne peut se contenter du statu quo. Nous avons unanimement convenu de l'urgence de nous attaquer à ces problèmes. Et ce n'est pas seulement une question de pauvreté; il y a aussi des laissés-pour-compte dans les sociétés riches. Nous avons constaté que le développement sain des enfants comporte plusieurs aspects d'ordre économique, médical et technologique.

(L'orateur poursuit en anglais)

Dans un domaine comme celui-là, qui se prête si aisément aux généralisations, il convenait d'inciter les gouvernements, les organisations internationales, les organismes non gouvernementaux, les collectivités locales et les familles à agir de façon concrète, car ils ont la responsabilité principale d'assurer aux enfants du monde un milieu où ils se sentent aimés. Il fallait amener tous les pays participants à donner à cette question la priorité dans leurs politiques.

A cette conférence, 71 dirigeants du monde, y compris les dirigeants qui me suivront à cette tribune - le Président du Mexique, le Président des Etats-Unis et d'autres - ont entériné une déclaration commune et un plan d'action important.

(L'orateur poursuit en français)

Dans la Déclaration, ils se sont engagés à obéir à 10 grands principes, couvrant tous les domaines depuis l'immunisation jusqu'à l'approvisionnement en eau salubre, en passant par la planification des naissances et l'application de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

(L'orateur poursuit en anglais)

Si la guerre froide a pris fin et si les Nations Unies fonctionnent enfin comme ses créateurs l'avaient envisagé, si l'Allemagne retrouve son unité et que l'Union soviétique s'ouvre aux réformes profondes, il est évident que l'humanité est capable d'opérer des changements profonds et de prendre de nouvelles

M. Mulroney (Canada)

directions. La leçon à retenir est que notre passé n'a pas à dicter notre destinée, qu'il est possible de bâtir un avenir différent si on s'y met vraiment.

En adoptant, en fin de semaine, la Déclaration et le Plan d'action, les participants ont franchi une étape indispensable à la mobilisation de tous les gouvernements. Il serait prématuré de dire que le Sommet a été un succès. Sa réussite ne se manifesterà que dans les années à venir, à mesure que les nations honoreront leurs engagements et investiront stratégiquement dans ce qu'elles ont de plus précieux, leurs enfants.

J'ai déjà pris contact avec les dirigeants des principales institutions financières multilatérales, et leur réponse est très encourageante. Déjà, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et les banques régionales sont disposés à soutenir les efforts des gouvernements nationaux.

La Banque mondiale a annoncé son intention de faire passer à 5 % du total de ses prêts ceux qu'elle accorde au titre de soins de santé et de base, ce qui signifie qu'un demi-milliard de dollars sera consacré chaque année à l'éducation de base et aux mesures d'hygiène élémentaire. Cette augmentation devrait contribuer de façon significative à l'amélioration du sort des enfants, en particulier des enfants des pays en développement qui ont tant besoin de l'aide non seulement des institutions de prêts, mais de toutes les personnes ici présentes aujourd'hui. En inculquant aux dirigeants du monde une volonté commune de relever ce défi d'envergure, ce sommet nous apporte l'espoir que nous vaincrons un jour la pauvreté et la souffrance des enfants. Ce sommet, que nous devons pour l'essentiel à Jim Grant et à tous ses collègues du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a donné un élan important à la question des enfants. Il faut maintenant faire en sorte qu'il y ait suffisamment de volonté politique.

J'ai le privilège, en compagnie du Président Traoré, de présenter la Déclaration de la Conférence au Président de l'Assemblée générale. Au nom des 71 dirigeants qui l'ont signée, nous recommandons ce document à tous les pays, aux Nations Unies, à leurs institutions et à toutes les collectivités du monde.

Je tiens une fois encore à exprimer la reconnaissance de tous les membres et des 71 dirigeants qui y ont participé au Secrétaire général et à sa remarquable équipe pour leur contribution, à Jim Grant et à tout le personnel de l'UNICEF qui en ont fait un merveilleux succès. J'adresse mes remerciements à chacun d'entre vous.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Premier Ministre du Canada.

J'ai le grand plaisir d'accepter la Déclaration et le Plan d'action adoptés par les dirigeants du monde au Sommet mondial pour les enfants.

M. Brian Mulroney, Premier Ministre du Canada, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je me félicite vivement que mon mandat de Président de l'Assemblée générale coïncide avec la tenue du Sommet mondial pour les enfants. La réunion, à la fin de la semaine dernière, de 71 chefs d'Etat et de gouvernement, qui ont mis leur sagesse, leur vision et leur engagement politique au service des objectifs et des stratégies en faveur de la survie, de la protection et du développement des enfants à travers le monde, est une occasion unique. La détermination d'agir de concert, au nom des millions d'enfants qui souffrent, n'est pas un sentiment de compassion, mais l'expression d'une volonté politique et du souhait d'améliorer la condition humaine des enfants.

En évaluant la portée des réalisations de l'Organisation, on s'accorde généralement à reconnaître que l'adoption par l'Assemblée générale, le 20 novembre 1989, de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, qui est entrée en vigueur le 2 septembre, est un événement marquant qui englobe une liste complète d'objectifs en faveur du bien-être des enfants.

Je suis convaincu que l'adoption de la Déclaration sur la survie, la protection et le développement des enfants, alliée à un plan d'action très concret arrêté par les participants au Sommet mondial pour les enfants, hâtera la ratification et l'application de la Convention sur les droits de l'enfant.

Je tiens à adresser mes vifs remerciements aux six gouvernements initiateurs du Sommet mondial, qui, avec l'appui de l'UNICEF, ont organisé ce sommet. Je tiens également à rendre hommage au Secrétaire général, qui a offert les bons offices des Nations Unies pour cette initiative historique.

Le bien-être des enfants a été le thème du Sommet. Cherchons à harmoniser et à renouveler nos efforts de façon que nous puissions léguer aux "générations futures", auxquelles la Charte fait à juste titre référence, un monde dans lequel la famine, la maladie, la pauvreté et les privations n'appartiendront plus qu'au passé et ne seront pas un héritage pour l'avenir.

Le Président

Durant ces dernières semaines, nous avons vu malmener la souveraineté et l'indépendance d'un Etat. Tous les jours, nous avons entendu les menaces d'une guerre imminente. Nous sommes pris dans une lutte visant à assurer le respect de la primauté du droit dans les relations internationales et la nécessité de maintenir la paix. Puissions-nous, par le biais de l'autorité qui provient de cet organe, le plus représentatif de tous les organes de notre organisation, l'assemblée de 160 nations, lancer un appel à ceux qui assument la responsabilité pressante de façonner le cours des événements, et peut-être de l'histoire, pour leur dire qu'aucun Etat ne perdra la face s'il adhère à la Charte de notre organisation, que personne ne perdra la face s'il recherche une solution pacifique à un différend. Rien n'est perdu à la poursuite de ce but. Nous le devons à nos enfants de ne pas ajouter encore aux milliers d'enfants qui meurent chaque jour de maladies que l'on peut éviter, aux milliers qui mourront peut-être et à tous ceux qui souffriront. Nous le devons à nos enfants et à la paix mondiale. Mais il faut que ce soit une paix dans la liberté. Voilà notre plan d'action permanent en tant que responsabilité collective de notre assemblée.

Dans cet esprit, je suis heureux d'accepter la Déclaration sur la survie, la protection et le développement de l'enfant et le Plan d'action.

Je déclare close la cérémonie de présentation de la Déclaration et du Plan d'action adoptés par les dirigeants mondiaux au Sommet mondial pour les enfants.

Nous avons donc terminé l'examen du point 151 de l'ordre du jour.

ALLOCATION DE M. CARLOS SALINAS DE GORTARI, PRESIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des Etats-Unis du Mexique.

M. Carlos Salinas de Gortari, Président des Etats-Unis du Mexique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président des Etats-Unis du Mexique, S. E. M. Carlos Salinas de Gortari. Je l'invite à s'adresser à l'Assemblée.

Le Président SALINAS DE GORTARI (interprétation de l'espagnol) : J'apporte à l'Assemblée un message d'amitié et de cordialité de la part des Mexicains à l'inauguration de cette quarante-cinquième session. Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies pour l'année écoulée atteste de la nouvelle

Le Président Salinas de Gortari

volonté et de l'esprit de ses membres, mais aussi des risques graves qui subsistent encore. Je tiens à souligner les efforts dignes d'éloges du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, qui a su, avec talent, surmonter les difficultés de son oeuvre conciliatrice et promouvoir une véritable renaissance de l'Organisation. Le Mexique salue en lui un inlassable émissaire de la paix.

Je félicite également l'Ambassadeur Guido de Marco, qui, comme Président de l'Assemblée générale, mènera, j'en suis sûr, cette assemblée historique à bon terme, comme l'exige notre situation.

Nous souhaitons la bienvenue à la Principauté de Liechtenstein, nouveau Membre de notre organisation. Le Mexique a toujours défendu le principe de l'universalité des Nations Unies; par conséquent, nous espérons bientôt célébrer l'entrée à l'Organisation de ces Etats qui n'en sont pas encore membres.

Nous sommes dans la maison des nations; une maison construite pour favoriser la coexistence civilisée, sûre de tous les peuples. Aujourd'hui, les Nations Unies vivent au même rythme que le monde. J'arrive ici à un moment de grand réajustement et d'espoirs sans précédent. Je viens avec la ferme conviction que la paix et la coopération dans le monde sont possibles car elles sont indispensables. Je viens, en outre, avec l'expérience du changement qui survient dans mon pays, changement né de notre situation et de notre volonté, mais étroitement lié par les vents de la transformation que connaît le monde.

Nous vivons aujourd'hui un tournant inattendu de l'histoire. Nous assistons à une collision entre le passé et le présent; entre le mondial et le local; entre le pouvoir et le droit. Nous vivons des temps caractérisés par des risques imminents et aussi par des possibilités auxquelles l'on ne s'attendait pas dans ce siècle. Les arrangements institutionnels, les équilibres mondiaux, les croyances mêmes se sont transformés. Mais au-delà des convictions et de la géographie, des niveaux de développement, il y a une nouvelle conscience générale qui exige de restructurer les économies et de modifier les pratiques politiques dans un nouveau cadre d'interdépendance entre les nations. Aujourd'hui, la plus heureuse expression de ces changements est une attitude nouvelle et un nouveau langage devant ce qui, jusqu'à présent, était des nécessités inéluctables. Cette fin de siècle est caractérisée par la volonté non seulement de dominer la nature sans lui nuire, mais aussi par sa volonté de s'élever l'esprit. Des possibilités historiques s'ouvrent à notre génération de construire un avenir qui nous soit commun à tous, mais qui soit peut-être aussi plus civilisé et plus prospère.

Le Président Salinas de Gortari

Ce n'est pas le moment d'être contents de soi. Aujourd'hui, sur le plan politique, nous accueillons la fin de la guerre froide et nous saluons avec grand espoir les conversations intenses entre les superpuissances. Je salue le courage et l'imagination dont ont fait preuve leurs dirigeants pour échapper à l'inévitabilité fausse qui avait plongé le monde dans la folie et la déraison. Les nouveaux temps ont été pour les Nations Unies la fin de la paralysie du Conseil de sécurité et le renforcement nécessaire de l'efficacité multilatérale.

En même temps, nous voyons avec angoisse que la détente et même la coopération entre les puissances d'orientations différentes, mais convergentes, ne garantissent pas la fin des conflits régionaux et n'encouragent pas le développement des pays du Sud.

Le Président Salinas de Gortari

Les ressources énormes qui étaient destinées à l'affrontement en Europe n'ont plus d'objectif militaire. Allons-nous persister dans la routine née de la mentalité de la guerre froide? Les grandes puissances seront-elles capables de réorienter leurs préoccupations et leurs ressources en faveur d'un monde où le droit international constituera l'unique barrière au pouvoir du plus fort? Les derniers événements sont venus nous rappeler brusquement combien illusoire est l'optimisme s'il ne s'accompagne de la suppression des déséquilibres profonds et de la volonté d'appliquer le droit en vigueur. Ne permettons pas que les temps présents - marqués par l'abandon de la guerre totale - voient s'accroître les inégalités entre le Nord et le Sud et permettent l'escalade des affrontements locaux.

Sur le plan économique, de nouvelles tendances dominent, qui imprègnent les cultures de toute la planète. L'interdépendance entre les économies a accentué les liens financiers et commerciaux à l'échelle mondiale. Nous assistons à une lutte acharnée en matière de qualité, de prix et de possibilités d'échange de biens et de services. L'impératif de la concurrence entraîne actuellement une redéfinition de la production, des relations sociales et même de la vie familiale. Les possibilités de développement n'ont jamais été aussi grandes. Mais, rarement aussi on n'a vu s'intensifier comme aujourd'hui la menace d'actions unilatérales, les risques de récession et l'effet dévastateur d'événements extérieurs sur les meilleures actions et aspirations des nations en développement.

La formation de blocs économiques présage de nouveaux arrangements multilatéraux. Ces blocs peuvent imprimer un élan important à l'activité économique mondiale s'ils demeurent ouverts au commerce, avec des niveaux d'épargne élevés pour l'investissement extérieur et des taux d'intérêt mondial réduits. Voilà le type de scénario qui peut appuyer les programmes d'ajustement et de changement structurel de nombreux pays. Mais il se pourrait aussi que ces blocs se replient sur eux-mêmes et dressent de nouvelles barrières protectionnistes qui aggraveraient encore les déséquilibres de l'économie mondiale. Beaucoup dépend de l'issue positive des négociations d'Uruguay.

Face à ces faits et à ces tendances, le monde d'aujourd'hui se rend compte que ce n'est pas en dressant des murs que l'on favorise l'indépendance d'une nation pas plus qu'en l'isolant du reste du monde, que ce soit par crainte ou par nostalgie. Dans le monde contemporain, l'isolement est une fantaisie qui coûte cher. Arriver en retard au rendez-vous de la concurrence mondiale équivaut à

Le Président Salinas de Gortari

retarder la réalisation des exigences sociales et compromettre l'existence même des nations. Mais affaiblir la conscience nationale, briser l'espérance des peuples de se gouverner eux-mêmes est encore plus grave. La défense de la souveraineté dans le monde d'aujourd'hui exige d'orienter délibérément les transformations internes si l'on ne veut pas être la victime involontaire du contrecoup des transformations mondiales.

Le changement nous affecte tous. Nous nous associons à l'allégresse du peuple allemand, qui vivra bientôt comme une seule nation. Nous admirons la diligence extrême avec laquelle les dirigeants ont jeté à bas le mur de l'incompréhension qui divisait les familles et scindait en deux une même histoire. Les nations de la révolution de l'automne 1989 et les nouvelles démocraties d'Amérique latine constituent également, avec l'unification de l'Allemagne, des changements extrêmement spectaculaires. D'un autre côté, les nations industrialisées se hâtent elles aussi d'opérer des transformations qui leur permettent de conserver leur compétitivité relative, de réduire les déficits, d'alléger leurs bureaucraties, de jouir de nouveaux droits et libertés politiques et d'accéder aux nouvelles technologies. Personne n'est assez fort pour pouvoir se permettre d'ignorer le changement ni assez faible pour ne pas représenter un risque pour le reste du monde.

Le Mexique s'est reconnu dans ce nouveau contexte international. Les perspectives démographiques et le nouveau contexte de la concurrence internationale sont les principaux défis auxquels le Mexique doit faire face. La population mexicaine s'élève à 82 millions de personnes, et ce chiffre s'accroît chaque année de plus d'un million et demi de Mexicains. Une partie de la population - qui vit encore comme aux temps les plus reculés et dans une grande misère - voisine avec une société moderne, totalement différente et exigeante. C'est pourquoi il a fallu d'urgence prendre des mesures pour assurer la croissance d'une économie soutenue et stable. Il a fallu également ajuster les pratiques politiques de façon à soutenir la participation nationale dans le monde qui se profile à l'horizon. Les Mexicains tracent leur propre voie en fonction du contexte international.

L'économie mexicaine s'est lancée depuis plusieurs années déjà dans un processus d'ajustement destiné à assurer la stabilité des prix et à améliorer l'efficacité de l'appareil de production. La cohérence de notre programme économique nous a permis d'atteindre des résultats très encourageants. Les Mexicains ne sont pas près d'oublier les enseignements tirés.

Le Président Salinas de Gortari

Le maintien d'une stricte discipline fiscale constitue à notre avis une priorité absolue, parce que l'ampleur du déficit public définit la marge d'action nécessaire à la stabilité de l'économie et à l'exécution de réformes structurelles. Le Mexique qui, hier encore, était l'une des économies les plus fermées, est devenue l'une des plus ouvertes du monde. Pour arriver à la stabilité, il faut absolument opérer une libéralisation rapide et effective du commerce si l'on veut assurer l'efficacité de l'appareil de production, aligner nos propres prix avec ceux de l'extérieur et stimuler le changement technologique. Le Mexique a négocié en temps opportun une réduction du service de sa dette extérieure, ouvrant ainsi pour le pays des perspectives d'un avenir plus sûr. Nous avons également privatiser les entreprises non stratégiques et ce, graduellement, pour assurer un maximum de recettes publiques et permettre à l'Etat de faire face efficacement à ses responsabilités primordiales. Le Mexique encourage l'investissement étranger en lui permettant d'avoir plus largement accès à l'économie et en lui assurant la sécurité juridique indispensable. Aujourd'hui, grâce à de nouvelles formes d'association entre le gouvernement et les exportateurs, il est possible de pénétrer sur les marchés et de les conserver.

Cette voie, dans notre situation, détermine une économie plus forte et un nouveau cadre social plus productif et plus solidaire. Notre transformation s'étend à tous les aspects de la vie nationale. Le Mexique a entrepris une profonde réforme de l'Etat. Les Mexicains sont en train de changer leurs institutions et leurs pratiques démocratiques. Le système de partis dans lequel nous vivons est devenu plus vigoureux et plus concurrentiel. L'accord entre les partis a abouti à une nouvelle législation électorale. Nous avons créé un meilleur système de protection des droits de l'homme et de lutte contre le trafic des stupéfiants et l'impunité dont jouissent les coupables. Les libertés s'exercent quotidiennement, mais la mesure la plus importante a consisté à canaliser une nouvelle énergie sociale pour élever le niveau de vie, principalement des Mexicains qui, bien qu'étant ceux qui travaillent le plus, sont ceux qui possèdent le moins.

Le Mexique s'efforce de participer activement au sein de tous les blocs économiques et de conclure des accords qui lui assurent des marchés et attirent l'investissement. En ce moment même, mon pays est en pourparlers avec les Etats-Unis en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange qui réponde à l'ouverture de notre économie, facilite l'accès de nos produits aux marchés extérieurs et mette fin de façon objective aux différends commerciaux entre nos

Le Président Salinas de Gortari

deux pays. La participation du Canada à cet accord ferait de ce marché le plus grand du monde. Au Sud, nous nous efforçons de consolider nos relations économiques avec le reste de l'Amérique latine et de jeter les bases d'un commerce plus libre. Nous comptons sur de nouveaux liens avec l'Europe, ainsi qu'avec le Japon et le Pacifique, pour accroître nos exportations et attirer les investissements et la technologie. Cet effort fera également de nous un pont entre les deux océans.

Le Mexique maintient que la densité économique des blocs ne doit pas découler de la volonté de se protéger de la concurrence pure. L'action croisée de ces blocs, forgés par la géographie et la culture, devrait aboutir à un meilleur échange et à une meilleure compréhension. C'est pourquoi le Mexique cherche à renouveler l'univers culturel qu'est l'Amérique latine. Définis en Occident, nous nous savons différents en raison de cultures qui, tels des sédiments, sont à la base de la vocation latino-américaine. Ce que nous voulons, c'est détruire les barrières qui empêchent le passage non seulement des biens et des personnes mais aussi de la notion d'unité dans le cadre de nos souverainetés. L'Amérique a surpris le monde il y a près de 500 ans par la grandeur de ses civilisations autochtones, la richesse de ses ressources et la créativité de ses peuples. Aujourd'hui, il y a en Amérique latine un esprit novateur, démocratique et productif, juste et solidaire, qui ambitionne d'étonner à nouveau le monde. Le Mexique est engagé dans cet avenir-là.

Le Président Salinas de Gortari

Il n'y a pas si longtemps, il n'était question au sein de cette assemblée que de la crise du multilatéralisme. On récapitulait tout ce qui était mauvais dans le monde et, plus que tout, on mettait l'accent sur les déficiences des mécanismes existants et sur le fait que la communauté internationale était incapable de les corriger. Certains, dans ce cas, faisaient toujours la sourde oreille, d'autres réagissaient violemment et tous manifestaient leur impatience. C'était là une conséquence de la guerre froide.

Depuis que l'Organisation des Nations Unies existe, et pendant plus d'un siècle auparavant, le Mexique s'est systématiquement prononcé en faveur du respect du droit des nations à l'autodétermination et à la non-intervention extérieure et en faveur de l'égalité juridique des Etats et du règlement pacifique des conflits, principes d'une coexistence courtoise entre les nations : c'était là une croisade pour le droit international. A l'occasion, nos appels - seul recours dont dispose un pays pacifique - ont été ignorés par les partisans de la politique du pouvoir, qui rejetaient ce qu'ils estimaient être la politique naïve du droit. Aujourd'hui, nous pensons que les changements qui se produisent dans le monde nous donnent raison. Au nom du droit international et de son application dans le monde entier, la guerre froide est en train de disparaître et la communauté des nations relève le défi posé par l'invasion iraquienne du Koweït.

Le Conseil de sécurité a condamné l'usage de la force, a pris des mesures pour imposer des sanctions à l'agresseur et pour le dissuader, et a indiqué les moyens de rendre ces sanctions efficaces. Le Mexique a appuyé les résolutions du Conseil de sécurité et a déjà pris, dans sa propre sphère, les décisions nécessaires à leur application. Nous demandons le retrait immédiat et sans condition des troupes iraqiennes se trouvant actuellement au Koweït, la libération immédiate des otages retenus arbitrairement par la force, et le respect intégral des conventions de Vienne sur les immunités diplomatiques et consulaires concernant les personnes et les locaux. Si la force des droits de l'homme est la notion la plus puissante de l'ère moderne, l'invasion est la façon la plus parfaite de la violer. La diplomatie internationale est ici confrontée à un nouveau défi.

Le monde s'est transformé, et le Mexique aussi a changé; mais cette transformation n'est valable que si l'on préserve les acquis et que l'on n'y renonce pas. Si la logique, la tolérance, la coopération et le sens de la justice renaissent grâce au changement, ils auront un sens et une profondeur. Depuis la

Le Président Salinas de Gortari

création de l'Organisation des Nations Unies, son mot d'ordre a été : la primauté du droit face à l'arbitraire du pouvoir; la négociation et les solutions de compromis face au recours à la force; les consultations, la concertation et la coopération pour régler les différends, apaiser les conflits et décourager la guerre. L'édification des Nations Unies a été un acte de créativité juridique et politique, un acte culturel et civilisateur pour lutter contre l'irrationnel et la barbarie. Les changements nous ont montré que nous pouvons faire preuve de responsabilité vis-à-vis de nous-mêmes, des générations passées et à venir, d'une façon totalement inédite au regard du monde. Nous ne devons pas laisser passer cette occasion historique.

Nous nous trouvons dans une enceinte représentative ou plus exactement dans l'enceinte qui représente par excellence l'opinion publique mondiale. Aujourd'hui, l'Assemblée générale peut en outre être le lieu de départ d'une nouvelle ère d'échanges qui seraient fondés sur le principe de l'égalité souveraine et qui respecteraient les normes du droit international. C'est pourquoi il est pénible de rappeler combien de fois par le passé on a fait fi des résolutions adoptées, mais encourageant de constater aujourd'hui que les normes sont respectées. Je me présente devant cette assemblée avec la conviction que tous les Etats Membres sont désireux de renforcer le processus de relance de l'ONU. C'est une mission historique que nous devons accomplir et nous sommes plus près du succès que jamais.

Nous nous engageons dans les années 90, avec toutes les incertitudes qui existent sur le plan international, mais en sachant qu'il est de notre pouvoir de les résoudre. Les principales tâches en matière de droit international ont trait à la stabilité mondiale, avec à l'ordre du jour la guerre et la paix, le développement et la justice sociale dans le monde. Les changements de grande portée ont donné un caractère global aux réactions éventuelles devant ces grandes menaces et au désir d'une coexistence productive et pacifique. Les efforts déployés dans le monde entier pour éliminer les causes de conflit trouvent encore leur plus ferme motivation dans l'instauration de la légalité.

Le danger que représentent les conflits régionaux auxquels nous assistons aujourd'hui vient dans une large mesure de la course aux armements. Les engagements concernant la réduction des armements, en particulier des armes nucléaires et chimiques, et les accords sur la réduction du trafic illicite des armes, seront décisifs pour assurer le maintien de la paix durant la prochaine décennie.

Le Président Salinas de Gortari

Il y a des signes encourageants. Le Traité entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur l'élimination de leurs missiles de portée intermédiaire et de plus courte portée, et l'entente à laquelle ils sont parvenus sur une réduction de 50 % de leurs arsenaux nucléaires de longue portée sont des facteurs très positifs. Ils ont aidé à créer une atmosphère propice aux négociations européennes sur la réduction des armements classiques, et ont favorisé l'instauration d'un climat de détente. Le respect d'autrui, tant à l'intérieur des pays qu'entre les Etats, est le fondement politique de la négociation et le principe sur lequel repose le droit international. Nous demandons à tous les pays de notre hémisphère et du monde entier d'adhérer à des traités tels que ceux de Tlatelolco et de Rarotonga. Réduisons le volume des armements classiques et le montant des budgets militaires, et puissent les ressources ainsi libérées servir au développement et non à la destruction.

La recherche de la paix nous a conduit à reconnaître que l'accord régional concerté était l'un des moyens les plus appropriés de créer des conditions propices aux négociations. L'Amérique centrale, l'isthme déchiré de notre continent, a été le siège de conflits armés et a souffert de la dégénérescence de ses économies pendant plus de 10 ans. Le Mexique a œuvré, d'abord sur le plan bilatéral, ensuite sur le plan multilatéral, et actuellement au sein du Groupe de Rio et dans le cadre de l'Accord de San José, pour mettre fin au conflit et pour lancer la première phase du développement. La paix dans la région dépend avant tout des efforts tenaces des pays de la région; les Accords d'Esquipulas en sont un exemple. Les Gouvernements de l'Amérique centrale sont sur la voie de la réconciliation et de la paix. Ils exigent avec raison que leurs efforts reçoivent un appui international. Les ressources qui étaient fournies aux parties en guerre au moment du conflit devraient maintenant être distribuées aux gouvernements responsables du développement de la région. Tel n'est pas le cas et c'est inquiétant car la dynamique démographique et les anciennes déficiences de la région donnent à penser qu'il ne pourra y avoir de paix durable sans amélioration de l'économie.

Les groupes pacifistes régionaux sont irremplaçables. Des efforts pour résoudre le conflit cambodgien impliquent la participation résolue des membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et d'autres pays de la région. Les progrès accomplis dans le règlement des problèmes de l'Afrique

Le Président Salinas de Gortari

australe sont dus dans une large mesure aux efforts déployés par les Etats de première ligne : l'accord régional est un gage du processus devant mener à la paix. Nous comptons sur la coopération précieuse de la Ligue des Etats arabes pour trouver une solution rapide aux problèmes du golfe Persique.

Une autre guerre aux dimensions mondiales est menée contre le trafic des stupéfiants et le terrorisme, qui sont de plus en plus unis dans leur conspiration criminelle contre l'humanité. Là encore, on a adopté une nouvelle attitude en reconnaissant la nature véritablement internationale du problème et en refusant tout prétexte pour ne pas agir. Il s'agit d'une chaîne de terreur qui fait que la production, la distribution et la consommation sont les éléments d'une même menace.

Le Président Salinas de Gortari

Il faut simultanément proposer des cultures de remplacement aux producteurs de plants servant à la fabrication de stupéfiants dans les régions concernées, lutter contre les trafiquants de drogue et éduquer et réinsérer les consommateurs de stupéfiants. La Convention de Vienne de 1988 sur le trafic illicite des stupéfiants et l'élaboration d'un plan mondial d'action constituent des efforts très encourageants. Nous sommes persuadés que la nouvelle structure des organismes des Nations Unies contribuera de façon efficace à lancer une attaque multilatérale contre ce fléau.

S'agissant du Mexique, le trafic des stupéfiants menace non seulement la santé de notre jeunesse, mais il met en péril notre sécurité nationale et la stabilité de nos institutions. Depuis que j'exerce mon mandat, le Mexique a perdu plus de 100 personnes dans cette lutte; nous avons procédé à l'arrestation de plus de 20 000 trafiquants et nous avons empêché 7 milliards de doses de marijuana et 3 milliards de doses de cocaïne de parvenir aux jeunes dans le monde entier en confisquant une quantité de drogue d'une valeur commerciale de 120 milliards de dollars. Ceci démontre la vigueur de la lutte menée par le Mexique contre le trafic des stupéfiants. Néanmoins, il ne faut pas oublier que la règle du droit doit toujours prévaloir dans cette bataille. Nous ne pouvons pas permettre que dans cette lutte il soit porté atteinte aux droits, et encore moins à la souveraineté des Etats. Une volonté inflexible et une collaboration étroite dans le respect du partenaire demeurent, comme toujours lorsqu'il s'agit de paix ou de guerre, la solution civilisée.

La faiblesse du développement et du progrès social recèle le même potentiel de déstabilisation du monde que la guerre et les conflits. Les espoirs les plus grands suscités par cette nouvelle ère de multipolarité, caractérisée par le respect des autres et la coopération, seraient à peu près vains si la promotion de la croissance et des emplois productifs - en vue de réduire la pauvreté - était sans effet en raison du protectionnisme, des termes défavorables de l'échange et du transfert excessif des ressources du Sud vers les pays industrialisés. Le fossé qui ne cesse de s'élargir entre pays riches et pays pauvres, est une source d'inquiétude pour nous tous.

La pollution et la détérioration de l'environnement à l'échelle planétaire mettent en danger le développement social et sapent les efforts productifs de nos pays. Ce problème, dont l'origine et les conséquences débordent les frontières

Le Président Salinas de Gortari

nationales, exige une solution multilatérale. Le développement industriel et la protection de la nature sont compatibles si nous acceptons tous notre responsabilité de préserver l'environnement et si les technologies et les ressources nécessaires sont transférées vers les pays en développement pour leur permettre d'offrir à leurs habitants des options qui ne détériorent pas l'environnement. Ne pas inclure dans les normes de coexistence, dans la construction de la prospérité, les pays en développement, reviendrait à ignorer la raison d'être de la communauté internationale, et à ne pas mettre à profit les bienfaits de la paix. La Conférence des Nations Unies de 1992 sur l'environnement et le développement devra être un moment décisif dans l'engagement ferme pris par la communauté des nations d'atténuer les effets désastreux de la détérioration de l'environnement.

Le Mexique participe à cette tâche mondiale et s'efforce d'établir un équilibre entre l'industrialisation et la qualité de l'environnement. Nous protégeons les baleines, les dauphins, ainsi qu'une douzaine des 14 dernières espèces de tortues de mer dans le monde et qui déposent leurs oeufs sur nos plages. Nous protégeons mieux nos forêts tropicales et participons activement à la stratégie mondiale visant à empêcher les modifications du climat de la planète. Nous recherchons une coopération plus poussée, notamment sur les plans financier et technique, pour nous attaquer aux problèmes de la pollution à Mexico. Il s'agit d'un combat pour la civilisation, la civilisation qui viendra après nous, et que nous ne pouvons ignorer sans renoncer à nous-mêmes.

Au milieu de l'immense chaos créé en Europe voici deux siècles par la Révolution française, dans un monde privé soudain de tous ses repères et menacé par de nouvelles formes de despotisme, un philosophe de son temps et de tous les temps sut, avec enthousiasme mais prudence, distinguer entre le droit universel, la promesse d'une paix perpétuelle entre les nations et le respect de la liberté pour tous. Aujourd'hui, alors que la fin de la guerre froide modifie la géopolitique mondiale, au moment où les peuples de l'Europe de l'Est retrouvent le bonheur et les risques de la liberté, et que le danger d'une guerre aux conséquences imprévisibles se profile à l'horizon et que des problèmes nouveaux deviennent prioritaires, nous devons nous inspirer de cette réflexion bicentenaire.

Quel doit être l'avenir de notre organisation? Les circonstances actuelles favorisent le renforcement des Nations Unies et nous obligent à assumer nos

Le Président Salinas de Gortari

responsabilités. La dynamique du temps présent apporte avec elle le risque d'agir dans la précipitation, d'imaginer pour les Nations Unies des fonctions s'éloignant des dispositions de sa Charte, et allant au-delà de ce que tous les Etats Membres sont prêts à accepter. Aussi, devons-nous réfléchir à la situation présente et envisager un avenir qui ne sera pas sans problèmes, mais où nous aurons des règles communes pour pouvoir les résoudre.

Ce que l'on ne saurait renvoyer à plus tard, c'est l'application des principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies; ces principes sont également ceux du Mexique. L'interdépendance dans le monde moderne et la conviction qu'il existe des problèmes mondiaux dont la solution ne peut résulter que d'une action internationale a conduit certains à mettre en doute la validité de ces principes. Il s'agit d'une interprétation erronée; les formes les plus avancées d'organisation internationale apparues au cours des dernières années se sont appuyées dès le départ sur les droits jumeaux de l'intégrité territoriale et de la souveraineté politique. C'est là le fondement même de la légitimité de l'Organisation qui lui donne la possibilité de réaliser des accords portant sur une action internationale constructive et efficace. Les Etats sont le domaine de l'autodétermination, et ce n'est que dans le respect des Etats qu'une action internationale collective est possible.

Le défi posé à notre époque est de reconnaître que les tendances à la mondialisation exigent l'application effective du droit international pour fixer les règles de la coopération face à des problèmes qui sont par leur nature même internationaux. Mais ceci ne signifie nullement un affaiblissement de la souveraineté des Etats sous prétexte d'une prétendue communauté mondiale d'individus. Ne répétons pas une seconde fois l'erreur de vouloir établir une rationalité universelle qui prétende faire table rase de l'histoire des peuples. C'est uniquement parce que nous avons chacun notre point de vue en tant que nation qu'il nous est possible d'envisager le monde comme une entité. C'est ainsi que notre attachement aux valeurs, à l'histoire, à la culture, qui est le ciment des sociétés, persiste et se renforce. La souveraineté et la démocratie sont indispensables dans un monde d'interdépendance. C'est à cette seule condition que l'autonomie de gouvernement permet de prendre des engagements, forger des liens et de s'ouvrir à la communauté des nations. Seule une réelle détente peut conduire à des changements authentiques.

Le Président Salinas de Gortari

La défense et la promotion légitimes des relations souveraines entre les nations ne sont pas incompatibles avec l'évidence des identités nationales; elles en sont même la condition. Que les grands problèmes actuels se posent à l'échelle planétaire ne peut plus être un prétexte pour pratiquer de nouvelles formes d'ingérence et d'hégémonie. Pour chaque citoyen, chaque famille, chaque société, constituer une communauté politique représente une valeur essentielle. Ne peut être un interlocuteur au plan international que celui qui représente un Etat souverain et respecté par la communauté internationale. Comme le disait le juriste mexicain Genaro Estrada :

"Aucun pays ne doit demander ce que la souveraineté de son propre peuple lui donne le droit de recevoir."

Le Président Salinas de Gortari

L'incertitude surprend, mais elle fait également naître des possibilités qui n'ont pas encore été explorées. Plus que jamais auparavant, cela nous offre des conditions inédites favorisant la rencontre constructive entre les nations. Pour pouvoir saisir cette occasion, il faut ne plus craindre ce qui est étranger. Pour pouvoir être efficacement protégées, les nations doivent pouvoir exercer toutes leurs capacités et non pas les limiter, privilégier l'interaction et parvenir à des accords et non pas réagir unilatéralement. Il faut avoir confiance en nous-mêmes, pour vivre intensément l'histoire universelle, qui est la même pour tous. Sommes-nous prêts à accorder une place à la politique et à la diplomatie pour qu'elles donnent des résultats, malgré leurs limites et la lenteur de leurs résultats et malgré les engagements à la fois inévitables et indispensables à prendre qui en découleront?

L'idée démocratique universelle est, dans ce sens, l'héritage important de la fin du siècle. Malgré sa fragilité, elle se façonne dans le monde entier, face à des résistances épuisées, même si celles-ci peuvent encore être dangereuses. L'idée démocratique reflète la complexité des sociétés actuelles : l'accord entre les hommes et les femmes qui, malgré leurs différences, souhaitent contribuer ensemble à la communauté sous un régime démocratique; le respect de sa dignité, de ses droits élémentaires; la somme des talents libres et capables de relever les défis d'envergure universelle. D'une certaine façon, il s'agit d'une nouvelle utopie, plus riche que les précédentes parce qu'elle découle de l'opposition effective des principes doctrinaires et des réalités historiques. Si le XXe siècle devait nous laisser ce seul héritage, il aura contribué à la grandeur de l'homme. Cependant, pour toutes les nations, le chemin est long et l'idéal est loin d'être atteint.

La justice mondiale doit être l'héritage que nous laisserons au XXIe siècle. Les aspirations démocratiques doivent reconnaître la nécessité de créer les conditions qui rendront possible l'exercice des libertés politiques et civiles et permettront aux hommes de s'épanouir et de fraterniser. L'effort est sans doute d'abord un effort interne, national et permanent. Mais il exige également la participation de la communauté internationale, par l'intermédiaire de ses institutions, pour appuyer les sacrifices que tous les peuples consentent pour assurer une vie plus prospère.

Le Président Salinas de Gortari

Le droit international acquerra ainsi toute son importance parce que les relations entre les intérêts et la mondialisation des valeurs politiques conduisent nécessairement à la solution commune des problèmes communs. Les liens incontestables qui existent entre le développement et la paix nous obligent à dialoguer et à agir judicieusement de concert.

Le Mexique a toujours été fermement attaché à la politique de principes. Nous croyons au droit qui est le fondement d'une culture du respect entre les nations. Nous croyons à la démocratie qui est l'expression de la volonté propre des peuples. Nous cherchons une justice qui soit plus profondément enracinée dans notre pays et dans les relations entre les nations. Il ne saurait en être autrement parce que nous sommes convaincus, sur la base de notre histoire et de notre géographie, que les principes internationaux du Mexique et des Nations Unies constituent le cadre d'action le plus approprié pour promouvoir nos intérêts. Le droit, en définitive, constitue une limite objective - bien que, malheureusement, non encore insurmontable - à l'exercice arbitraire du pouvoir.

L'Organisation des Nations Unies représente la forme la plus accomplie d'organisation politique de relations souveraines entre les Etats. Dans la mesure où l'interdépendance entre les Etats s'accroît, la nécessité de progresser vers des phases plus efficaces d'organisation s'accroît également. Que les Nations Unies se fixent pour tâche au XXI^e siècle l'instauration de la justice démocratique dans le monde.

Les événements les plus importants de l'histoire consistent toujours en la réalisation d'événements qui avaient été jusqu'alors considérés impossibles. On prétendra en vain limiter les progrès des hommes libres, mais il est encore plus inutile de vouloir limiter les effets des engagements pris pour agir de bonne volonté. Nous avons aujourd'hui la possibilité d'avoir en l'Organisation des Nations Unies une organisation mondiale qui place avant tout le respect du droit international et des principes de sa Charte constitutive, qui garantit la recherche de solutions aux problèmes mondiaux de notre époque et qui défend les relations indissolubles entre la paix et le développement. En résumé, l'Organisation encourage le respect comme valeur fondamentale de la démocratie et de la coopération ouverte et équitable pour faire régner la justice internationale.

C'est notre seul espoir dans le monde.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président des Etats-Unis du Mexique de l'importante allocution qu'il vient de prononcer.

M. Carlos Salinas de Gortari, Président des Etats-Unis du Mexique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. PAASIO (Finlande) (interprétation de l'anglais) : C'est un grand plaisir, Monsieur le Président, de vous voir vous, le représentant de Malte, présider les travaux de cette session de l'Assemblée générale. La Finlande a des relations de coopération étroite avec Malte en Europe et ici aux Nations Unies. Nous savons que nos pays partagent les mêmes vues fondamentales sur l'ordre mondial et l'organisation mondiale. Je vous souhaite plein succès dans votre lourde tâche. Je voudrais également saisir l'occasion pour remercier votre prédécesseur, S. E. M. Joseph Garba, du Nigéria, pour les excellents services qu'il a rendus à l'Assemblée générale au cours de la session précédente.

En Europe, l'année 1989 entrera dans l'histoire comme une année de changements considérables et d'un progrès décisif dans la volonté populaire. L'année 1990 a été une année de consolidation et d'élections confirmant la direction du changement. Nous nous félicitons de ces événements, et en particulier de l'esprit de liberté et de démocratie qui a animé les changements pacifiques en Europe et ailleurs.

Il est d'autant plus tragique qu'en 1990, l'humanité ait eu à assister à un acte d'agression particulièrement flagrant de l'Iraq contre le Koweït. Par conséquent, l'année 1990 est devenue pour les Nations Unies une année d'action collective face à l'agression. La communauté internationale a fait preuve de solidarité et de détermination en appliquant les sanctions imposées par le Conseil de sécurité en raison de l'occupation du Koweït.

La réaction des Nations Unies représente un grand progrès dans la capacité de l'Organisation mondiale d'être à la hauteur de ses idéals et d'agir pour la défense de la liberté, de la souveraineté et de l'intégrité d'un de ses Etats Membres.

La Finlande croit fermement que les problèmes politiques partout doivent être réglés pacifiquement et que les changements sociaux et politiques doivent également être pacifiques. Ce principe s'applique au Moyen-Orient, au golfe Persique et aux autres régions de crise tout autant qu'à l'Europe.

L'Europe s'achemine vers une nouvelle existence, à l'abri de la confrontation et de la guerre froide. Nous ne savons pas encore à quoi ressemblera la nouvelle Europe dans tous ses détails, mais nous sommes sûrs qu'elle permettra à tous ses habitants de vivre dans la dignité et dans la liberté, sans discrimination et sans crainte.

M. Paasio (Finlande)

Ce qui est certain et satisfaisant est que l'Allemagne sera unifiée après-demain. L'unification allemande sera un élément clef dans la nouvelle Europe non divisée, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Un jalon dans ce processus sera le sommet des pays de la CSCE qui doit avoir lieu à Paris en novembre.

Beaucoup reste à faire pour satisfaire les aspirations des peuples de l'Europe. En même temps, cette nouvelle Europe ne peut ignorer les besoins du reste du monde. Bien au contraire, l'Europe a besoin de tous les autres continents et elle doit être ouverte à eux tous.

L'édification d'une nouvelle structure de paix en Europe est en cours, mais les idées et principes sous-jacents sont déjà en place. En fait, ils sont apparents ici même dans cette organisation, car ils sont universels. Le nouveau processus en Europe découle directement des principes d'autodétermination nationale, de liberté politique et de justice sociale.

Nous croyons qu'il y a des leçons importantes à tirer des événements récents en Europe. Tout d'abord, il est devenu clair que les idées de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme sont si puissants, que tôt ou tard, elles finissent par l'emporter. Cela ne veut pas dire pour autant que l'humanité arrive à la fin de l'histoire, comme certains l'ont clamé. Il y a des défis importants et difficiles à relever tant au niveau de chaque pays que sur le plan de la coopération à l'échelle mondiale.

Deuxièmement, l'abandon des régimes totalitaires dans certains pays européens et ailleurs contribue également à accroître la confiance et la sécurité sur le plan international. La réduction de la confrontation militaire a déjà fait du chemin en Europe. A plus long terme, cela devrait pouvoir permettre de consacrer des ressources croissantes à d'autres besoins urgents plutôt qu'aux armements.

Troisièmement, une prise de conscience croissante des priorités mondiales semble prendre le dessus dans la dynamique du changement. Cela est important pour les nouvelles orientations qu'il faudra donner à la coopération internationale dans les années 90 et au-delà.

Cette nouvelle prise de conscience se fait fortement sentir en Europe, mais elle est en fait mondiale et présente dans le monde entier. Elle a amené l'Assemblée générale, il y a cinq mois, à accepter à l'unanimité la Déclaration sur la coopération économique internationale. Il s'agit d'une des forces qui animent

M. Paasio (Finlande)

les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui doit avoir lieu au Brésil en 1992. L'idée du développement soutenu devrait maintenant guider les travaux préparatoires de cette conférence ainsi que ceux de la nouvelle Stratégie internationale du développement qui sera formulée par l'Assemblée générale au cours de sa présente session.

M. Paasio (Finlande)

Les problèmes qui figureront à l'ordre du jour de la conférence de 1992 demandent que les gouvernements prennent des mesures d'urgence. Ils exigent tant une action immédiate que des politiques à long terme. Je pense ici, en l'occurrence, aux politiques visant à réduire les émissions d'acide carbonique et d'autres substances qui ont un impact direct sur le climat de la planète tout entière.

Pendant des décennies, les gouvernements se sont ralliés à l'idée de développement, un développement qui était interprété essentiellement comme la combinaison de la croissance et du changement, parfois même uniquement comme la croissance du produit national brut. Aujourd'hui, nous connaissons l'utilité d'une approche plus globale. Nous nous félicitons de l'accent qui est mis tant sur la protection de l'environnement que sur le développement dans les préparatifs pour la conférence de 1992, car, à longue échéance, l'un n'est pas possible sans l'autre. Nous nous félicitons aussi de l'importance qui est accordée au développement de l'homme, qui devrait conduire à libérer celui-ci de la maladie, de l'ignorance et de la répression politique.

Cependant, il devient de plus en plus difficile de concevoir comment les ressources de la Terre pourraient suffire aux besoins d'une population mondiale en croissance constante. Le développement humain et la dignité ne peuvent être assurés avec les taux actuels de croissance de la population. Tous les individus devraient pouvoir jouir également des bénéfices du développement, des droits de l'homme et de la paix.

Dans ce débat général, il ne suffit pas de parler uniquement de tendances générales et de défis mondiaux. Certaines questions et problèmes concrets doivent également y être traités.

Qu'il me soit permis tout d'abord d'exprimer la satisfaction de mon pays de constater la tendance de plus en plus marquée vers l'universalité au sein de l'Organisation des Nations Unies. Il y a moins de deux semaines, nous avons accueilli le dernier en date de nos Etats Membres, la Principauté de Liechtenstein, un pays avec lequel la Finlande a collaboré étroitement dans le processus de promotion de la sécurité et de la coopération en Europe.

Cette année, nous avons aussi accueilli la République de Namibie en tant que nouveau Membre de l'Organisation des Nations Unies. L'indépendance de la Namibie, obtenue après un long processus qui a abouti à des élections libres et équitables,

M. Paasio (Finlande)

porte témoignage de la capacité des Nations Unies à promouvoir des changements pacifiques. La Constitution de la Namibie, fondée sur le pluralisme, pourrait servir de modèle à d'autres pays en Afrique et ailleurs.

Une plus grande attention va maintenant être portée vers l'Afrique du Sud, où des changements politiques de grande envergure doivent être apportés. Nous reconnaissons les changements réels qui se sont déjà produits en Afrique du Sud. Les mesures prises pour éliminer certains aspects du système de l'apartheid sont des pas faits dans la bonne direction et nous les saluons. Nous sommes encouragés par les affirmations du Gouvernement sud-africain selon lesquelles le processus de changement est irréversible.

Guidés par leur engagement à avoir recours à un processus pacifique de négociations, le Gouvernement de l'Afrique du Sud et les représentants de la population majoritaire devraient maintenant jeter les bases permettant de donner à tous les Sud-Africains, indépendamment de la couleur de leur peau, une responsabilité commune, une responsabilité partagée dans l'avenir de leur pays. Maintenant que de nouvelles voies sont ouvertes vers un changement pacifique, le besoin concomitant se fait sentir pour tous de renoncer à la violence comme moyen de résoudre les problèmes urgents de l'Afrique du Sud. Le dialogue devrait permettre de rétablir la confiance et de surmonter la peur. Tout progrès exigera une modération mutuelle aussi bien qu'une compréhension mutuelle.

La Finlande continue de suivre de près et très attentivement la situation en Afrique du Sud. Nous n'estimons pas opportun de lever maintenant les sanctions que la Finlande a imposées à l'Afrique du Sud il y a quelques années, conformément au programme d'action nordique contre l'apartheid, étant donné que l'apartheid y est toujours présent. Toutefois, en reconnaissance des changements qui s'y sont produits, nous avons modifié nos directives concernant l'octroi de visas aux citoyens sud-africains. Nous désirons ainsi faciliter les contacts qui pourraient contribuer à promouvoir le dialogue en Afrique du Sud. Si les réformes en Afrique du Sud se poursuivent, comme nous l'espérons, notre pays envisagera éventuellement d'adopter d'autres politiques à l'égard de ce pays.

Il est une région du monde où ne se manifeste pas la tendance vers les changements politiques pacifiques, c'est la région du Moyen-Orient.

Chaque Etat Membre des Nations Unies se sent maintenant concerné par l'agression contre le Koweït et son occupation qui se poursuit depuis le début

M. Paasio (Finlande)

d'août. Chaque Etat Membre des Nations Unies participe à l'effort commun afin de déloger l'agresseur et d'obtenir un retrait complet des forces iraqiennes du pays occupé. Personne ne peut rester indifférent devant le sort de centaines de milliers de civils innocents, tant ressortissants du Koweït que d'autres nationalités, dont beaucoup fuient dans un état de total dénuement et dans la panique, ainsi que devant les nouvelles choquantes, qui nous parviennent au compte-gouttes, de l'intérieur même du Koweït occupé.

Tout ceci montre que les efforts internationaux pour mettre fin à l'occupation ne sont pas suffisants. La solidarité et la générosité sont requises de notre part à tous, tant pour aider le peuple qui souffre que pour rétablir l'ordre et le bien-être.

La propre expérience de la Finlande nous montre que nous devons oeuvrer par-dessus tout au renforcement des principes du droit international, qui protège les intérêts de toutes les nations, en particulier ceux des petits pays. Le respect de ces principes est essentiel à notre existence même et à notre indépendance. L'indépendance et l'intégrité du Koweït sont pour la Finlande une question d'importance vitale.

Si nécessaire, les Nations Unies ne devraient pas hésiter à prendre de nouvelles mesures afin de venir à bout de l'agression et de faire respecter et appliquer le principe de sécurité collective.

La recherche de la paix et de la sécurité internationales a également poussé la Finlande à se mettre au service des Nations Unies dans d'autres régions du Moyen-Orient où le besoin de paix, de stabilité et la nécessité de mettre fin à l'occupation ne sont pas moins urgents. Près de 1 000 soldats finlandais, au service des Nations Unies comme gardiens de la paix, font l'expérience quotidienne de la tension dans la région. Ici, le monde a déjà attendu trop longtemps la prise de mesures décisives pour passer du maintien de la paix à l'établissement de la paix.

Il est parfaitement clair pour nous qu'Israël et les Palestiniens doivent vivre en paix en tant que voisins, dans le respect total des droits mutuels de chacun d'eux, y compris, naturellement, le droit pour Israël d'exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues aussi bien que le droit à l'autodétermination nationale pour les Palestiniens. Les résolutions bien connues du Conseil de sécurité doivent être appliquées. La voie vers le progrès peut

M. Paasio (Finlande)

comporter des élections, des négociations et une conférence internationale de toutes les parties intéressées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine.

Au lieu de jeter les bases permettant de progresser vers un règlement politique global, les politiques actuelles d'Israël dans les territoires occupés ont au contraire aggravé la situation.

L'Organisation des Nations Unies a été créée afin d'aider les nations à se changer elles-mêmes et à faire évoluer le monde de façon pacifique. Son objectif est resté le même. C'est là le genre de changement dont j'ai parlé aujourd'hui en m'en félicitant. En même temps, la Charte nous enjoint de ne pas tolérer les changements imposés par la violence. Tels sont les deux défis auxquels sont confrontées les Nations Unies. Relevons-les ensemble.

M. TSERING (Bhoutan) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous transmettre et de transmettre ainsi qu'à tous les représentants les salutations chaleureuses et les bons vœux de S. M. Jigme Singye Wangchuck, Roi du Bhoutan, pour le succès de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale.

Je saisis cette occasion pour vous féliciter au nom de ma délégation de votre élection à la présidence de cette session de l'Assemblée générale. Connaissant votre sagesse et votre expérience, je sais que vous saurez mener nos débats à une issue heureuse. Je voudrais également mentionner notre reconnaissance à M. Joseph Garba pour la manière habile dont il a conduit les travaux de notre dernière session.

Le rapport annuel complet et lucide du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies mérite nos plus vifs éloges. Les peuples du monde entier ont été les témoins reconnaissants du potentiel de l'Organisation des Nations Unies à réaliser les grands espoirs qu'ils mettent en elle. Cette renaissance de la prise de conscience de l'Organisation est en grande mesure due aux efforts inlassables du Secrétaire général et de ses plus proches collaborateurs du système de l'Organisation des Nations Unies.

Nous vivons effectivement à une époque de défis. La vague du changement a atteint des hauteurs sans précédent. Les murs physiques qui divisaient les peuples et les pays ont été réduits en miettes. Les barrières idéologiques ont été démantelées. La méfiance et la haine ont cédé le pas à la compréhension et à la coopération. Des années d'hostilité entre les superpuissances et leurs alliés sont terminées. Une époque réellement nouvelle a commencé dans leurs relations bilatérales. En un temps record, le monde a vu s'amorcer une tendance irréversible vers la réconciliation entre des pays qui, il y a peu de temps encore, étaient des ennemis jurés. Nous devons encourager cette tendance croissante vers la réconciliation afin d'assurer de façon durable la paix et le progrès dans le monde.

Les changements récents de proportion historique ont abouti à une intégration sans précédent en Europe. L'unification de l'Allemagne, dont nous nous réjouissons, est devenue une réalité. Nous sommes certains qu'une Allemagne forte et unie apportera des contributions précieuses à l'Europe et au monde. Tout cela apportera de nouvelles possibilités à la croissance et au développement dans le

M. Tsering (Bouthan)

monde. Les retombées positives des relations améliorées entre superpuissances sont également évidentes dans le rapprochement de leurs positions sur de nombreux conflits régionaux et, dans certains cas, dans leur solution.

La Namibie est un exemple révélateur. Son indépendance et son entrée dans l'Organisation des Nations Unies en tant que Membre au début de cette année ont été l'aboutissement logique de la longue lutte contre le colonialisme. Même en Afrique du Sud, un nouveau tournant a été pris. La libération de Nelson Mandela a permis de mettre en oeuvre efficacement le processus inévitable vers la liberté, l'équité et la justice. Nous espérons que l'ouverture de négociations pour une nouvelle constitution incluant le partage du pouvoir permettra bientôt de parvenir à la création d'une Afrique du Sud unie et non raciale. Mais tant que l'apartheid n'est pas aboli et qu'un gouvernement représentatif n'est pas au pouvoir, ma délégation appuie le maintien des sanctions économiques.

L'esprit de coopération croissante dans les relations internationales est évident dans la décision unanime des cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour mettre fin à la tragédie cambodgienne. Nous nous félicitons de leur initiative et des efforts faits par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour rechercher une solution définitive au problème du Cambodge. Le cadre définissant les éléments clefs pour un règlement politique complet accepté par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et approuvé, par la suite, par les parties concernées en tant que base de règlement du problème au cours de la réunion de Jakarta nous incite à l'optimisme. Nous nous félicitons de la création du Conseil national suprême comme un prélude à la restauration de l'indépendance et de l'intégrité territoriales du pays sous un gouvernement véritablement représentatif.

La situation en Afghanistan est examinée avec réalisme. Les combats internes résultant de l'interaction des intérêts extérieurs et des intérêts opposés ont relégué les préoccupations et les sensibilités du peuple de l'Afghanistan à la périphérie et ont sapé les Accords de Genève. Nous nous félicitons de la récente initiative des deux superpuissances de mettre fin à l'impasse, et nous appuyons tous les efforts qui permettront la formation d'un gouvernement à large participation et l'élaboration d'une solution efficace et durable au problème.*

* M. Sutresna (Indonésie), Vice-Président, assume la présidence.

M. Tsering (Bouthan)

Tandis que la guerre froide se termine et que l'Organisation des Nations Unies est prête à jouer un rôle central dans la promotion de la paix et de la coopération internationales, le temps est venu pour l'ONU de mettre fin au dernier vestige de la guerre froide : la question de la Corée en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies. Au sein de la communauté internationale, la République de Corée est le seul pays qui soit en dehors de l'Organisation en dépit de son grand désir d'en devenir Membre. La République de Corée est devenue un membre important de la communauté internationale, qui a des relations diplomatiques avec 143 pays et est membre à part entière de la plupart des organisations internationales, y compris les 15 institutions spécialisées des Nations Unies. D'après nous, l'admission de la République de Corée à l'Organisation des Nations Unies devrait être décidée en toute objectivité et conformément aux critères fixés par la Charte. La question de l'admission de la République de Corée en tant que Membre ne devrait pas être soumise à des considérations qui lui sont étrangères comme la solution de problèmes intercoréens. Ma délégation appuie donc fermement l'admission de la République de Corée en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies.

La paix et la diplomatie, toutefois, n'ont pas prévalu au Moyen-Orient. Au moment où le monde commençait à faire confiance et à apprécier le nouvel ordre international fondé sur la règle du droit, la confiance de la communauté internationale a été rudement mise à l'épreuve par les événements survenus récemment au Moyen-Orient. Le recours flagrant à la force par l'Iraq pour régler son différend avec le Koweït est une violation flagrante de la Charte de l'Organisation des Nations Unies et des principes fondamentaux du Mouvement des pays non alignés et est contraire à toutes les normes du comportement international. Le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats sont les principes cardinaux régissant les relations entre les pays. A moins que l'Iraq ne soit amené à rendre ce qu'il s'est arrogé, par l'imposition de l'embargo économique et tout autre moyen que l'Organisation des Nations Unies considère approprié, aucun petit Etat du monde ne sera en sécurité à l'avenir. Et n'oublions pas que la grande majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies sont de petits Etats.

Le règlement de la crise du Golfe déterminera la façon dont l'ordre politique international sera maintenu dans la période de l'après-guerre froide. Dans ce

M. Taering (Bouthan)

contexte, nous nous sommes réjouis de voir l'Organisation des Nations Unies parler d'une seule voix face à cet immense défi. Il a été également important d'assister à la première gestion conjointe de la crise par les superpuissances. Cela est manifeste dans les différentes résolutions du Conseil de sécurité qui ont été adoptées et que nous appuyons pleinement. Enfin nous avons vu le Conseil de sécurité se libérer des chaînes de la guerre froide pour jouer le rôle qui lui avait été assigné par les pères fondateurs.

M. Tsering (Bhoutan)

Mon pays s'est joint aux autres nations éprises de paix du monde pour condamner l'agression de l'Iraq et exiger son retrait immédiat et inconditionnel du Koweït. Nous ne reconnaissons pas l'annexion de l'Etat du Koweït par l'Iraq. Nous appuyons la souveraineté et l'intégrité territoriale du Koweït ainsi que le Gouvernement légitime de S. A. le Cheikh Jaber Al-Ahmad Al-Sabah, Emir du Koweït. Nous demandons instamment à l'Iraq de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et de régler ses différends avec le Koweït par les moyens pacifiques du dialogue et de la négociation.

La première crise de l'après-guerre froide est un coup rude. L'ordre mondial si laborieusement établi au fil des années va-t-il se désintégrer dans une aventure malencontreuse? Pour l'éviter, nous devons disposer de mécanismes conçus, non seulement pour régler les différends, mais aussi pour prévoir et empêcher les conflits. Dans son rapport de 1989 sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général note :

"Pour être crédible, une stratégie de paix doit nécessairement prévoir une action destinée à prévenir d'éventuels conflits, à réduire les risques de guerre et à permettre le règlement définitif des différends, qu'ils soient anciens ou nouveaux." (A/44/L, p. 11)

Ces sages paroles méritent notre appui sans réserve. Selon nous, l'Organisation doit jouer un rôle central dans la création d'un mécanisme de sécurité collective. A cet égard, nous appuyons pleinement la proposition de M. Chevardnadze, Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, visant à relancer les travaux du Comité d'état-major du Conseil de sécurité. Cet organe ne permettrait pas seulement aux Nations Unies de faire respecter ses décisions; il servirait de mécanisme pour préparer et coordonner toute action.

J'aimerais faire une parenthèse pour dire combien nous avons apprécié le brillant discours prononcé par M. Chevardnadze à la présente session de l'Assemblée générale. Sa perception et sa vision des choses lui font honneur et font honneur au grand leader qu'est le Président Gorbatchev. Par leur sens politique, ils ont fait plus que quiconque pour l'avènement d'un ordre politique nouveau et plus humain dans le monde.

La lutte historique du peuple palestinien pour la justice et la liberté se poursuit. Contre toute attente, voilà près de trois ans que dure l'Intifada; elle est devenue un symbole du renouveau du nationalisme palestinien. Le monde ne peut

M. Tsering (Bhoutan)

se permettre d'ignorer l'intifada et moins encore de la rejeter. Mon pays a toujours appuyé le droit de chaque nation de la région à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres. Cela s'applique aussi au peuple palestinien, qui a droit à une patrie indépendante. Pour nous, l'actuelle crise du Golfe souligne une nouvelle fois l'urgence qu'il y a à régler la question de Palestine, sinon, le Moyen-Orient et ses énormes réserves de pétrole resteront une menace permanente pour la paix et la stabilité mondiales. C'est dans ce contexte que nous demandons la convocation rapide d'une conférence internationale pour régler la question de Palestine.

La théorie de l'endiguement et de la dissuasion a perdu beaucoup de son intérêt et de sa pertinence. Tandis que la paranoïa et les malentendus qui caractérisaient les relations entre les superpuissances au temps de la guerre froide s'estompent, la perception même de leurs arrangements traditionnels de sécurité s'est profondément modifiée. Les superpuissances ont engagé un dialogue éminemment constructif sur le désarmement, chassant la menace d'holocauste nucléaire. Malheureusement, alors que le dialogue entre les superpuissances est entré dans une phase productive, n'est-il pas paradoxal que de nombreux pays essaient d'accroître leurs arsenaux de guerre. Mises à part les incertitudes quant à l'ampleur de la prolifération des armes nucléaires, on a maintenant la certitude qu'un grand nombre de pays possèdent des armes chimiques et bactériologiques. Il est tout aussi regrettable que les pays en développement consacrent d'énormes ressources à leurs dépenses militaires au détriment des besoins fondamentaux de leurs peuples.

La fin de la guerre froide et les dividendes que l'on attend de la paix offrent l'occasion d'insister une fois encore sur la relation existant entre le désarmement et le développement. Le moment est venu de réduire les dépenses militaires et d'utiliser les fonds et autres ressources productives disponibles pour régler les problèmes mondiaux les plus urgents. Nous espérons que la communauté internationale concrétisera la notion de développement grâce au désarmement et ne profitera pas des incertitudes de l'heure pour rétablir les dépenses militaires. C'est dans cet esprit que nous réitérons notre appel en vue de la convocation de la quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement.

Nombreux sont ceux qui estiment que les succès remportés dans le domaine politique sont loin d'être du même ordre que ceux obtenus dans celui de la

M. Tsering (Bhoutan)

coopération économique. L'économie mondiale reste caractérisée par l'incertitude. Le mur qui sépare les pays développés et les pays en développement reste solide. Les relations de ces pays sont toujours affectées par des disparités et des inégalités profondes. Nous croyons toutefois qu'il n'y a pas lieu de se décourager. Les événements de cette année laissent entrevoir toutes sortes de possibilités nouvelles et intéressantes. Le renforcement de la coopération entre les grandes puissances, l'intégration des pays de l'Europe de l'Est dans le système économique mondial et le climat international relativement pacifique ont engendré une volonté accrue de résoudre les problèmes posés par l'actuel système économique mondial.

Le consensus réalisé sur la convocation, au Brésil en 1992, d'une conférence mondiale sur l'environnement et le développement, la mise en place de son comité préparatoire indiquent une convergence de vues des Etats Membres sur la question vitale de l'environnement. Les données scientifiques nombreuses, montrant que la capacité qu'a l'environnement de permettre la vie sur la planète va décroissant, ont mis en relief le besoin urgent d'une action collective. Les problèmes que pose l'environnement ne se limitent plus seulement à quelques nations ou régions. Leur portée est mondiale car ils menacent la vie même de l'humanité. En fait, c'est la vigueur de notre volonté de voir plus loin que nos intérêts nationaux égoïstes et d'harmoniser notre action qui déterminera le sort des générations futures. Nous espérons que la Conférence qui aura lieu au Brésil en 1992 marquera un tournant dans les efforts collectifs internationaux pour réparer le mal qui a été fait et pour corriger le déséquilibre écologique qui menace notre fragile planète.

Le Sommet mondial pour les enfants est un événement d'importance considérable car il est la réaffirmation de l'obligation qui nous incombe aux termes de la Charte des Nations Unies de "préserver les générations futures". Le Sommet a été une occasion solennelle de redécouvrir cette vérité et de concentrer à nouveau notre attention sur les besoins des enfants. C'est aussi une façon de reconnaître que les ressources humaines sont à la fois la fin et le moyen du développement. L'engagement conjoint contenu dans la Déclaration du Sommet est un pas concret pour garantir la vie et le bien-être des enfants et mesurer le succès de nos efforts de développement. Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour rendre hommage à M. Grant, le dévoué Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, pour son inlassable croisade en faveur des enfants du monde.

M. Tsaring (Bhoutan)

Ma délégation se félicite des résultats obtenus à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue récemment à Paris. Bien que le Programme d'action adopté pour les années 90 n'ait pas répondu entièrement aux attentes des pays les moins avancés, la communauté internationale s'est néanmoins fermement engagée à enrayer la détérioration de leur situation socio-économique, à relancer et à accélérer la croissance et le développement dans ces pays, et à les entraîner fermement sur la voie d'une croissance soutenue. Ma délégation voudrait saisir cette occasion pour prier instamment les pays donateurs de traduire en mesures concrètes les engagements qu'ils ont pris à Paris. Nous sommes certains que les efforts entrepris sur le plan national par les pays les moins avancés, appuyés par une assistance financière et technique appropriée des pays donateurs, contribueront à accélérer la croissance économique et à améliorer la qualité de la vie des populations des pays les moins avancés d'ici à la fin de la décennie.

La voie conduisant au développement n'a pas été sans heurts ni sans difficultés pour le Royaume du Bhoutan. L'un de nos principaux objectifs de développement national est l'autonomie économique. Pour le réaliser, nous devons faire face non seulement à toutes les difficultés que connaissent les pays les moins avancés, mais également à notre handicap géographique de pays sans littoral. En raison de notre éloignement de la mer, le coût déjà élevé du transport de tous nos biens et services s'en trouve d'autant augmenté. La création d'un réseau interne de transport et de communications sur notre terrain accidenté pour maintenir des liaisons nationales efficaces représente un défi considérable. Compte tenu de notre situation, l'assistance extérieure continuera de jouer un rôle important dans notre processus de modernisation, bien que nous ayons l'intention de limiter au strict minimum le recours à cette assistance.

Ici, je tiens à reconnaître la contribution utile que nos partenaires au développement, notamment l'Inde, le Japon, la Suisse, le Danemark, l'Autriche, la Norvège, le Royaume-Uni, l'Australie et la République fédérale d'Allemagne, et de diverses institutions spécialisées et organismes des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation

M. Tsering (Bhoutan)

des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Volontaires des Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), le Département des Nations Unies de la coopération technique pour le développement, et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), nous ont apportée aux fins de la réalisation de nos objectifs de développement. Ils ont tous pris une part active à tous les aspects de notre vie nationale et nous ont permis de nous rapprocher de notre objectif d'autonomie économique.*

Les années 90 seront la décennie de l'avenir. Ce qui est fait et ce qui restera à faire décidera de la qualité de notre vie à l'avenir, voire de la survie même de l'humanité. Fort heureusement, le passé récent a vu les grandes forces de la réforme et de la pensée nouvelle à l'oeuvre dans la vie internationale. La notion selon laquelle l'Organisation des Nations Unies était un lieu de discussions plutôt que de consensus, riche en théorie et pauvre en pratique, s'est révélée fautive. Même dans les circonstances les plus contraignantes, l'Organisation des Nations Unies a continué d'être le phare qui éclaire, ne serait-ce que faiblement, l'humanité pour la guider loin de la voie de la destruction. Le multilatéralisme a fourni des remèdes efficaces aux nombreux maux de notre temps. L'Organisation des Nations Unies est redevenue la conscience du monde. C'est certainement notre meilleur espoir pour l'avenir. Nous devons faire tout notre possible pour la préserver et la renforcer dans l'intérêt de la paix et de la sécurité mondiales, et pour le bien de tous nos peuples.

* Le Président assume la présidence.

La séance, suspendue à 11 h 35, est reprise à 11 h 45.

ALLOCUTION DE M. GEORGE BUSH, PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le **PRÉSIDENT** (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président des Etats-Unis d'Amérique.

M. George Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le **PRÉSIDENT** (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président des Etats-Unis d'Amérique, M. George Bush, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée générale.

Le Président BUSH (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : C'est vraiment un grand privilège pour moi de vous saluer aujourd'hui, au moment où nous entamons le début d'une nouvelle session historique de l'Assemblée générale. Je félicite M. Guido de Marco à l'occasion de son élection à la présidence de l'Assemblée générale et, après avoir été témoin de l'unité et de la coopération sans précédent de ces deux derniers mois, j'ajouterai que personnellement, je n'ai jamais été aussi fier d'avoir été jadis l'un des vôtres ni aussi fier que les Etats-Unis servent de pays hôte aux Nations Unies.

Il y a 45 ans, tandis que les flammes d'une guerre épique ravageaient encore deux océans et deux continents, un petit groupe d'hommes et de femmes sont partis en quête d'espoir au milieu des ruines et se sont réunis à San Francisco, laissant derrière eux les brumes et l'horreur pour essayer de façonner une nouvelle structure qui pourrait soutenir un ancien rêve.

D'un idéalisme intense bien que tempéré par la guerre, ils s'efforcèrent de construire une nouvelle sorte de pont, un pont entre les nations, un pont qui permettrait à l'humanité de passer de son heure la plus sombre à son jour le plus lumineux.

La création des Nations Unies a cristallisé nos fervents espoirs d'un monde pacifique. Et, au cours de l'année écoulée, nous avons été plus proches que jamais de concrétiser ces espoirs. Nous avons vu un siècle brisé par des menaces virulentes et des barbelés céder le pas à une nouvelle ère de paix, à la coopération et à la liberté.

La révolution de 1989 a déferlé sur le monde comme animée d'une vie propre, portée par un nouveau souffle de liberté qui a transformé le climat politique de

Le Président Bush

l'Europe centrale à l'Amérique centrale et a atteint presque tous les coins du globe.

Ce souffle a été alimenté par la reconnaissance quasi-universelle aujourd'hui d'une vérité simple et fondamentale, à savoir que l'esprit de l'homme ne pouvait être étouffé à jamais. La vérité est que les peuples du monde entier ont des motivations très semblables et qu'ils partagent en général la même aspiration : avoir la possibilité de vivre une vie utile, de choisir une vie dans laquelle, avec leurs enfants, les hommes pourront se cultiver et se développer sainement, pratiquer librement leur religion et prospérer en travaillant de leurs mains, avec leur coeur et avec leur esprit.

Nous ne parlons pas du pouvoir des nations, mais du pouvoir des individus : le pouvoir de choisir, le pouvoir de prendre des risques, le pouvoir de réussir.

Ce monde est un monde nouveau et différent. Depuis 1945, nous n'avions plus eu la véritable possibilité de recourir aux Nations Unies pour nous en servir dans le but pour lequel elles avaient été créées, à savoir un centre de sécurité collectif international.

Les changements intervenus en Union soviétique ont été décisifs pour l'émergence de Nations Unies plus fortes. Les relations américano-soviétiques sont enfin sorties de leur période d'endiguement et d'affrontement, et nous cherchons maintenant à réaliser la promesse d'une entente commune.

La longue lutte sourde qui, pendant 45 ans, a divisé l'Europe, nos deux nations et une grande partie du monde, a pris fin. De grands changements ont eu lieu au cours de ces deux dernières années. L'Union soviétique a pris nombre de mesures importantes et spectaculaires pour participer pleinement à la communauté des nations et lorsque l'Union soviétique s'est associée à un grand nombre d'entre nous ici, aux Nations Unies, pour condamner l'agression de l'Iraq, il n'y a plus eu aucun doute que nous avons en effet laissé quatre décennies d'histoire derrière nous.

Nous espérons que le mécanisme des Nations Unies ne sera plus paralysé par les divisions qui nous ont opposés pendant la guerre froide; que nous pourrons enfin jeter de nouveaux ponts et abattre de vieux murs; que nous pourrons enfin ériger un nouveau monde fondé sur un événement que nous avons tous appelé de nos espoirs, la fin de la guerre froide.

Le Président Bush

Dans deux jours, le monde assistera à l'enterrement solennel de la guerre froide à Berlin. Au moment de tenter cette expérience, une question fondamentale doit être posée, une question qui ne s'adresse pas à une nation en particulier, mais aux Nations Unies. Et cette question est la suivante : pouvons-nous oeuvrer de concert dans une nouvelle association de nations? La force collective de la communauté mondiale, qui s'exprime par les Nations Unies, peut-elle s'unir pour décourager et vaincre l'agression?

Le Président Bush

Il y a deux mois, dans les dernières semaines d'un des étés les plus prometteurs de l'histoire, la beauté tranquille du grand désert paisible du Koweït a été souillée par la puanteur des diesels et le grondement des chars d'acier. Une fois encore, l'écho du tonnerre lointain a résonné dans un ciel sans nuages. Et une fois encore, le monde s'est éveillé au son des canons du mois d'août.

Mais cette fois le monde était prêt. La réaction déterminée du Conseil de sécurité des Nations Unies à l'agression non provoquée de l'Iraq, a été sans précédent. Depuis l'invasion du 2 août, le Conseil a adopté huit résolutions importantes établissant les modalités d'une solution de la crise.

Le régime iraquien n'a pas encore regardé la situation en face. Mais, comme je l'ai déclaré le mois dernier, l'annexion du Koweït ne saurait être tolérée. Ce n'est pas là seulement l'avis des Etats-Unis, mais de chaque Koweïtien, de la Ligue arabe et des Nations Unies. Les dirigeants iraquiens doivent écouter : c'est l'Iraq contre le monde entier. Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour préciser la politique de mon gouvernement. Les Etats-Unis appuient le recours aux sanctions pour contraindre les dirigeants iraquiens à se retirer immédiatement et sans condition du Koweït. Nous sommes également favorables à la fourniture de médicaments et de denrées alimentaires à des fins humanitaires, tant qu'il sera possible d'en contrôler comme il convient la distribution. Aucun différend ne nous oppose au peuple iraquien, nous ne souhaitons pas qu'il souffre, c'est au dictateur qui a ordonné l'invasion que nous nous opposons.

Nous avons envoyé, avec d'autres, des forces militaires dans la région pour faire respecter les sanctions, décourager une nouvelle agression et, s'il le faut, nous défendre. Nous ne recherchons aucun avantage pour nous-mêmes. Nous ne cherchons pas non plus à maintenir nos forces militaires en Arabie saoudite un jour de plus que nécessaire. Les forces américaines ont été envoyées à la demande du Gouvernement saoudien. Le peuple américain et son président souhaitent que tous les soldats américains rentrent chez eux dès que la mission aura été accomplie.

Qu'il me soit permis de souligner que nous tous ici, aux Nations Unies, espérons qu'il ne sera jamais nécessaire de recourir à la force militaire. Nous recherchons une issue pacifique, une solution diplomatique. Et en outre, je pense sincèrement qu'à l'issue du retrait inconditionnel de l'Iraq du Koweït, il peut y avoir des occasions, pour l'Iraq et le Koweït, de régler définitivement leurs différends, pour les Etats du Golfe eux-mêmes d'établir de nouveaux arrangements

Le Président Bush

assurant la stabilité dans la région, et pour tous les Etats et les peuples de la région de mettre un terme au conflit qui oppose les Arabes à Israël. Mais la tâche clef dont le monde doit s'acquitter maintenant et avant tout doit être de prouver que l'agression ne saurait être tolérée ni récompensée.

Au Conseil de sécurité, l'Iraq a été jugé - jugé équitablement - par un jury composé de ses pairs, les autres nations du monde. Aujourd'hui, le régime iraquien est isolé et déphasé dans le temps, séparé du monde civilisé non pas par l'espace mais par les siècles. L'agression non provoquée commise par l'Iraq représente un retour à une ère révolue, un sombre vestige d'une sombre époque. Il a pillé le Koweït, terrorisé des civils innocents et il a même retenu des diplomates en otage. L'Iraq et ses dirigeants seront tenus responsables de ces mauvais traitements, de ces destructions criminelles. Mais ce mépris flagrant des droits de l'homme fondamentaux ne nous surprend pas totalement. Des milliers d'Iraquiens ont été exécutés pour des motifs politiques et religieux, et un plus grand nombre encore ont été victimes d'une guerre de génocide menée par l'Iraq, qui a eu recours à des gaz toxiques contre ses propres villageois kurdes.

En tant que communauté internationale, nous devons agir, non seulement pour empêcher le recours à des armes inhumaines, telles que les gaz moutarde et les gaz neurotoxiques, mais pour détruire totalement ces armes. C'est pourquoi, il y a un an, j'ai soumis à l'Assemblée générale de nouvelles propositions destinées à éliminer ces armes terribles de la surface de la Terre. J'ai promis que les Etats-Unis détruiraient plus de 98 % de leurs stocks au cours des huit premières années d'un traité d'interdiction des armes chimiques, et 100 % - intégralement - dans 10 ans, si tous les pays dotés d'armes chimiques et des moyens de les fabriquer signaient le traité.

Nous avons tenu nos promesses. Au mois de juin, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont signé un accord historique prévoyant de mettre un terme à la production et de détruire la plus grande partie de nos stocks. Aujourd'hui, les armes chimiques américaines sont en voie de destruction.

Mais le temps presse. Cette préoccupation n'est pas seulement bilatérale. La crise du Golfe prouve combien il est important d'agir de concert - et d'agir dès maintenant - pour conclure un traité d'interdiction absolue de ces armes dans le monde entier. Nous devons également redoubler d'efforts pour mettre un terme à la prolifération des armes nucléaires, des armes biologiques et des missiles

Le Président Bus

balistiques qui pourraient semer la destruction parmi les peuples les plus lointains.

Les Nations Unies peuvent contribuer à la venue d'un jour nouveau, un jour où ce type d'armes terribles, et les despotes terribles qui n'hésiteraient pas à les utiliser, appartiendraient au passé. Il nous incombe de reléguer ces machines redoutables à la période d'obscurantisme à laquelle elles appartiennent et d'accélérer le mouvement historique vers un nouvel ordre mondial et une longue ère de paix.

Nous avons la vision d'un nouveau concert des nations qui transcende la guerre froide. Une association fondée sur la consultation, la coopération et l'action collective, notamment par le biais des organisations internationales et régionales. Une association unie par les principes et la primauté du droit et étayée par un partage équitable des coûts et des engagements. Une association dont les objectifs sont de consolider la démocratie, d'accroître la prospérité, de renforcer la paix et de réduire les armements.

Et si nous considérons l'avenir, le calendrier nous offre un jalon commode, qui nous permet de mesurer les progrès réalisés par la communauté des nations. L'an 2000 marque un tournant, non seulement la fin d'une décennie, non seulement la fin du siècle, mais également le début d'un nouveau millénaire. Dans 10 ans, lorsque débutera la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, vous retrouverez beaucoup d'entre nous dans cette salle, nos cheveux peut-être un peu plus gris, et notre démarche probablement un peu moins alerte. Mais vous ne trouverez pas moins d'optimisme ni moins d'idéalisme ni moins de confiance dans le triomphe ultime de l'humanité. J'ai la vision d'un monde d'ouverture des frontières comme des échanges et, ce qui est le plus important, des esprits; un monde qui célèbre le patrimoine commun à tous les peuples du monde et qui éprouve un sentiment de fierté non seulement de sa ville ou de sa propre patrie mais de l'humanité elle-même. Je vois un monde animé d'un esprit analogue à celui des Jeux olympiques, fondé non pas sur une compétition alimentée par la peur, mais inspiré par la joie et l'enthousiasme et une véritable recherche du plein épanouissement.

Le Président Bush

Je vois un monde où la démocratie continue de gagner de nouveaux adeptes et de convertir d'anciens adversaires et où les Amériques, du Nord, centrale et du Sud, peuvent servir de modèle pour l'avenir de l'humanité : celui du premier hémisphère entièrement démocratique du monde.

Et je vois un monde qui se construit selon le nouveau modèle de l'unité européenne; pas seulement l'Europe, mais le monde entier, un et libre.

C'est précisément pour cette raison que la présente agression dans le Golfe est une menace non seulement à la sécurité d'une région mais aussi à la vision mondiale de notre avenir. Elle menace de transformer le rêve d'un nouvel ordre international en une anarchie cauchemardesque, où la loi de la jungle supplanterait la loi des nations.

C'est pourquoi les Nations Unies ont réagi avec une unité et une détermination historiques, et c'est pourquoi cette épreuve est un défi que nous ne pouvons nous permettre de ne pas relever. J'ai confiance en notre triomphe. Ce succès aura aussi des conséquences durables : renforcement des normes civilisées du comportement international, création d'un précédent en coopération internationale, amélioration de nos perspectives d'avenir.

Il reste 10 ans avant la fin de ce siècle, 10 ans pour reléguer derrière nous une fois pour toutes les luttes du XXe siècle, 10 ans pour mettre sur pied une nouvelle association des nations. Dès maintenant, et au cours de ces 10 ans, les Nations Unies ont un nouveau rôle vital à jouer dans la construction de cette association. La session de l'Assemblée générale de l'année dernière a démontré que nous pouvions faire des progrès plus grands vers des Nations Unies plus pragmatiques et fructueuses. Et, pour la première fois, le Conseil de sécurité fonctionne comme il est censé le faire.

Le moment est venu de laisser de côté les anciens et fâcheux débats, les anciennes et nuisibles procédures, controverses et résolutions. Le moment est venu de substituer l'action pratique aux attaques polémiques.

Nous avons montré que les Nations Unies peuvent compter sur la force collective de la communauté internationale. Nous avons montré que les Nations Unies peuvent faire face au défi de l'agression, comme l'espéraient leurs fondateurs. Dans l'épreuve actuelle, nous devons également montrer que ce sont les Nations Unies qui doivent rallier le soutien et le consensus internationaux pour affronter les autres défis qui nous attendent.

Le Président Bush

Le monde est toujours dangereux. Notre sécurité et notre bien-être dépendent souvent, en partie, d'événements survenant loin d'ici. De sérieux efforts de coopération internationale sont nécessaires pour faire des progrès face aux menaces à l'environnement, au terrorisme, à la gestion du fardeau de la dette, au fléau du trafic international de la drogue, à la question des réfugiés et aux efforts de maintien de la paix à travers le monde.

Mais le monde demeure aussi plein d'espoirs. Les appels à la démocratie et aux droits de l'homme se font réentendre partout. Ces appels constituent un appui aux valeurs consacrées dans la Charte des Nations Unies. Ils stimulent nos espoirs pour un monde plus stable, plus pacifique et plus prospère.

Des élections libres sont le fondement de tout gouvernement démocratique et peuvent engendrer des succès spectaculaires, comme en Namibie et au Nicaragua. Le moment est venu de définir plus officiellement le rôle des Nations Unies à ce sujet. Je propose donc aujourd'hui même, que les Nations Unies créent un poste de coordonnateur spécial de l'aide électorale, qui serait aidé par une commission électorale des Nations Unies composée d'éminents experts du monde entier.

Comme pour les élections libres, nous croyons que l'accès universel de tous les Etats au statut de Membre des Nations Unies est vital pour l'avenir de l'Organisation et pour l'association que nous avons évoquée. A l'appui de ce principe et en accord avec les efforts des Nations Unies visant à réduire les tensions régionales, les Etats-Unis appuient sans réserve l'accès de la République de Corée au statut de Membre des Nations Unies. Nous le faisons sans préjudice de l'objectif final de la réunification de la péninsule coréenne et sans opposition à l'accès au statut de Membre de la République populaire démocratique de Corée.

A partir de ces initiatives et d'autres, nous devons tous nous unir autour d'une nouvelle entente pour diriger les Nations Unies vers le XXI^e siècle. Je demande aujourd'hui qu'un important effort à long terme soit fait dans ce but. Nous devons bâtir sur les succès admirables remportés par notre distingué Secrétaire général, mon ami et collègue de longue date, et le vôtre, Javier Pérez de Cuéllar. Nous devons nous évertuer à rendre les Nations Unies plus efficaces.

Les Etats-Unis désirent jouer leur rôle en ce sens, en contribuant à maintenir la sécurité globale et en favorisant la démocratie et la prospérité. Mon gouvernement est entièrement résolu à appuyer les Nations Unies et à acquitter notre dû conformément à l'engagement que nous avons pris envers les dispositions de

Le Président Bush

la Charte. C'est ce qu'exigeaient la paix et la sécurité internationales - la liberté et la prospérité internationales.

Le monde doit savoir et comprendre que, à cette heure, en ce jour, dans cette salle, nous avançons animés de nouvelles intentions et de nouvelles possibilités. Nous sommes unis, prêts à affronter le courant, à remonter la pente, à s'attaquer aux durs défis qui surgissent, non seulement en tant que Nations Unies mais aussi en tant que nations du monde uni.

Disons de la dernière décennie du XXe siècle qu'elle a correspondu au moment où l'humanité a trouvé sa voie, où elle a émergé de la pollution de l'ère industrielle pour aller vers une révolution de l'âme et de l'esprit, et où elle commence à s'avancer vers un jour nouveau, un nouvel âge et une nouvelle association des nations.

Les Nations Unies remplissent maintenant leur mission de parlement mondial de la paix. Je vous en félicite, je vous appuie et je vous souhaite bonne chance face aux défis de l'avenir.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président des Etats-Unis d'Amérique de l'importante déclaration qu'il vient de faire.

M. George Bush, Président des Etats-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. LEVY (Israël) : Monsieur le Président, en tout premier lieu, permettez-moi de vous féliciter à l'occasion de votre élection en tant que Président de la quarante-cinquième Assemblée générale, et de vous souhaiter succès dans la direction de ses délibérations. Je voudrais également féliciter le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour son activité suivie et heureuse au service de la paix mondiale et de l'entente entre les nations.

Nous vivons une époque d'espérance. Une ère de liberté s'annonce. Les peuples du monde s'attendent à ce que la paix soit établie. Et voilà que la tyrannie lève son étendard, se moque des valeurs humaines, écrase les droits de l'homme et la souveraineté des nations.

Un nouveau printemps des nations se présente à nos yeux en Europe de l'Est. L'Europe occidentale continue à forger sa communauté, à raffermir cette alliance qui vise la disparition des frontières et le rapprochement des coeurs et des peuples. Les Etats-Unis, dirigés par les hommes d'Etat de cette grande démocratie, récoltent sur tous les continents la juste victoire des valeurs éternelles de liberté et de respect de l'homme.

Pendant de longues années, il était admis qu'une détente entre les deux blocs amènerait la paix au monde. On aurait pu s'attendre à ce que cette détente, enfin survenue, nous fasse entrevoir un chemin menant vers un monde sans guerre. Cet optimisme n'a pourtant pas tenu compte de la nature essentielle de certains régimes politiques au Moyen-Orient et dans le golfe Persique, ni de leur inconstance inhérente. Cet optimisme se refusait aussi à reconnaître le fait que ce foyer de conflits multiples et violents servait d'égout, où l'on écoulait allègrement les surplus d'armes dont le monde entier désirait se débarrasser.

Dans nombre de ces pays, le pouvoir est entre les mains de tyrans féroces et fanatiques. Cet arsenal destructif, que tout le monde s'était empressé de fournir à ces fanatiques avides de destruction, met en péril la paix de la région et du monde entier. Tels sont les éléments de la crise du golfe Persique.

M. Levy (Israël)

Pendant de longues années les pays du monde ont aidé l'Iraq à s'armer jusqu'aux dents. On croyait ainsi pouvoir contenir l'Iran de Khomeini.

Sans s'en apercevoir, Est et Ouest ont créé de leurs propres mains un monstre terrible et dangereux.

En 1981, Israël a détruit le réacteur nucléaire de l'Iraq. Cette action ne fut pas, comme vous le savez, universellement applaudie. A présent le monde réalise que c'était une analyse correcte à long terme qui avait guidé le long bras militaire d'Israël. La situation régionale et même de l'humanité tout entière aurait été différente si Saddam Hussein disposait d'une bombe atomique aujourd'hui. Depuis 10 ans le monde libre continuait à renforcer le potentiel militaire de Saddam Hussein. On lui a fourni des quantités d'armes de tout genre. Les pays arabes eux-mêmes, y compris le Koweït, ont mis à sa disposition des sommes fabuleuses lui permettant de consolider sa machine de destruction. De l'Europe et de l'Amérique du Sud, de l'Est et de l'Ouest, le dictateur de l'Iraq a obtenu l'expertise, les instruments et les moyens pour se munir de cette terrible arme chimique dont il menace de se servir selon des lois de guerre plus cruelles et plus sauvages que celles de la jungle, comme il l'admet lui-même. Des sociétés privées de l'Ouest ont continué à lui fournir leur expertise et leur technologie, dans un but presque atteint d'avoir l'arme nucléaire. De leurs propres mains, tous ces pays ont apporté leur contribution à la création de cette machine infernale qui aujourd'hui les menace.

Ce tyran mégalomane, qui est incapable de peser ses actes de manière rationnelle, ne reconnaît pas la logique de l'équilibre de terreur. Cet homme qui ne recule devant rien, a déjà prouvé au monde qu'il est capable de se servir de l'arme du gaz contre ses propres concitoyens kurdes. Il a prouvé qu'il est impitoyable et ne s'émeut point devant la mort de centaines de milliers d'Iraqiens et d'Iraniens victimes d'une guerre futile et insensée qu'il a fait durer huit ans.

Ce terrible potentiel militaire que ne freine aucune morale, ramène le monde aux cauchemars des années 30 et 40 de notre siècle. A la veille de son invasion du Koweït, Saddam Hussein avait menacé de détruire Israël au cas où Israël attaquerait l'Iraq ou tout autre pays arabe. Pourtant, il savait, Saddam Hussein, fort bien qu'Israël n'avait aucune intention d'attaquer ni l'Iraq ni aucun pays arabe. C'est lui qui avait, comme nous le savons, attaqué l'Iran.

M. Levy (Israël)

C'est lui qui a massacré nombreux de ses concitoyens kurdes. C'est lui qui a envahi le Koweït. C'est lui qui était sur le point d'attaquer et même peut-être d'annexer l'Arabie saoudite; et c'est encore lui qui menace de bombarder et de détruire toutes les sources de pétrole de la péninsule arabe. Il a piétiné la souveraineté de ses voisins. Il a mis l'économie mondiale en péril. Tous les efforts investis pour instaurer une paix mondiale déjà esquissée par le rapprochement des nations et des régimes politiques, sont entravés par la hantise de voir surgir des puits de pétrole du Moyen-Orient ce mauvais génie qui les mettrait à feu et à flamme, au point d'éclipser le soleil.

En ces jours de session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Saddam Hussein menace d'attaquer Israël et de l'anéantir en représailles des résolutions des Nations Unies. Il pointe son arme vers le coeur d'Israël. Il espère ainsi se soustraire au châtement que lui réserve le droit des gens et des nations. Mais le monde libre doit savoir que la sécurité d'Israël ne saurait être la rançon des résolutions votées par les nations dans l'espoir de protéger leur économie et leur liberté.

Israël saura se défendre en cas d'attaque. Sa riposte sera dure et douloureuse. Ce qui ne dispense point les pays du monde de leurs obligations. On ne les libère pas. Il leur incombe de prendre des mesures fermes pour mettre fin à ce régime qui menace la stabilité de toute la région et risque d'ébranler l'économie mondiale. Nous vivons un drame, un drame continu. Les Nations Unies ne doivent pas permettre que ce drame s'inscrive dans les annales du monde comme une tragédie.

Les récents événement du Moyen-Orient replacent dans son vrai contexte historique et politique ce conflit que les Arabes poursuivent contre Israël. Ce conflit long et amer s'éternise uniquement à cause du refus des pays arabes - exception faite de l'Egypte - de se rendre à l'évidence qu'Israël existe.

Cette intransigeance arabe est à l'origine des guerres successives qu'Israël a subies. Cette intransigeance prend la forme d'une propagande virulente et vénéneuse, d'un boycottage économique, d'actions terroristes et d'actes de flagrante agression.

Voici deux générations que les pays arabes font peser la lourde dépense de leur course aux armements qui vise Israël sur leurs ressources, leurs richesses naturelles et le bien-être de leurs citoyens.

M. Levy (Israël)

Cette course effrénée, futile et superflue, au détriment de leur propre peuple, a causé, et j'espère bien qu'elle ne causera plus, la perte de trop nombreuses vies humaines. Elle empêche aussi le progrès de la région tout entière et perpétue une hostilité néfaste.

Un grand cri de détresse se fait entendre en ces jours.

De cette partie du monde, qui a donné le Livre des livres, le Coran et le Nouveau Testament, s'élève vers le Ciel une supplication qui s'exprime dans la parole du Tout-Puissant et que récite chaque Juif dans sa prière :

"Et je ferai régner la paix sur Terre et vous y résiderez sans crainte."

(Le Lévitique, 26-6)

Au moment où la guerre froide prend fin et cède la place à un désir ardent de coopération; au moment où le mur de Berlin s'écroule, symbole d'une ère nouvelle dans les relations entre peuples et régimes, la communauté internationale ne doit plus admettre qu'un mur d'hostilité arabe persiste à encercler Israël, à étouffer le seul pays vraiment démocratique au Moyen-Orient. Il est inadmissible d'accepter que cette situation devienne un fait accompli. Ce n'est pas une loi de la nature. Cela ne peut s'éterniser, telle une malédiction éternelle et une haine aveugle des gouvernements arabes envers Israël.

M. Levy (Israël)

Le rideau de fer disparaît en Europe. Faut-il admettre qu'un rideau de sable subsiste au Moyen-Orient, l'isolant d'un monde qui s'achemine vers la paix?

Depuis qu'Israël a acquis son indépendance et que sept pays arabes l'ont envahi dans leur tentative de le détruire, Israël n'a cessé de proposer à maintes reprises à ces pays arabes de faire la paix. Aujourd'hui, plus que jamais, la paix est un besoin vital pour tous les pays de la région. Dans cet esprit, j'en appelle à nouveau aux dirigeants des pays arabes de régler ce long conflit par des négociations directes, libres de toute contrainte et de conditions préalables.

Pour entamer ce processus, il convient d'initier et d'encourager la prise de mesures pour l'établissement de la confiance réciproque. Ces mesures pourraient progressivement contribuer à la diminution de l'hostilité et de la tension et mettre un terme à la rhétorique hostile, à la belligérance et au terrorisme. Ce processus pourrait créer les conditions et l'atmosphère voulues pour entamer des négociations directes en vue de réaliser une paix en bonne et due forme. C'est le chemin qu'ont suivi, il y a de cela peu, les blocs de l'Est et de l'Ouest dans le rapprochement qui a grandement contribué à réduire l'hostilité mutuelle et a abouti au démantèlement total des barrières. C'est un processus analogue qui a frayé le chemin menant aux accords de paix entre l'Égypte et Israël.

Si, en fait, il n'est pas donné de résoudre le conflit tout entier immédiatement, édifions la paix par étapes. Chacune de ces étapes permettra de resserrer la compréhension mutuelle et de contribuer à l'apaisement des tensions et aux rapports de bon voisinage. Que, tout d'abord, les pays de la région déclarent immédiatement la fin de l'état de belligérance et se réunissent, comme l'a déjà proposé Israël à maintes reprises, dans le cadre d'une conférence pour le désarmement des armes chimiques et autres au Moyen-Orient.

Israël propose à ses voisins une vaste coopération pour la prospérité et le bien-être de nos peuples et alléger ainsi la souffrance de millions d'êtres humains. Israël est prêt à mettre à la disposition de ses voisins le savoir et l'expérience déjà acquis, notamment dans les domaines du dessalement de l'eau de mer et de la fertilisation du désert. Nous partagerons avec nos voisins notre expérience, notre expertise et nos acquis en technologie dans le domaine de l'énergie solaire et en matière de méthodes novatrices d'irrigation et d'agriculture moderne, ainsi que de projets de développement de l'infrastructure routière et de la communication. Ce faisant, nous relèverons les défis de la

M. Levy (Israël)

maladie, de la famine, de la détresse et de la misère. Ensemble, nous oeuvrerons à la réinsertion des réfugiés, dont la profonde misère est le prix du refus de la paix. Ces étapes, et d'autres encore, peuvent nous mener vers la paix. Une fois cette paix acquise, ces étapes serviront de piliers à l'édifice de la paix.

Si seulement les pays arabes étaient prêts à mettre fin à l'état de guerre et à s'engager sur la voie de la paix, ils contribueraient, j'en suis sûr, à la solution du problème palestinien. L'initiative de paix d'Israël de mai 1989 a pris en considération la conception politique et l'application pratique pour relever ces deux défis. Israël est résolu à poursuivre ses efforts pour la réalisation de son initiative de paix.

L'initiative de paix d'Israël invite les habitants palestiniens de Judée, de Samarie et de Gaza à être les partenaires et les interlocuteurs d'Israël pour décider de leur avenir et de leur destin. Jamais, jusque-là, ce droit ne leur avait été donné par aucun des empires ou des régimes antérieurs, y compris la Jordanie. C'est l'OLP qui a entravé, et qui entrave, la concrétisation de cette occasion sans précédent. C'est l'OLP qui non seulement multiplie les actes terroristes contre les citoyens d'Israël mais assassine avec brutalité des Palestiniens. Plus de 300 Palestiniens ont été assassinés par l'OLP depuis l'initiative de paix d'Israël, dans un effort visant à semer la terreur et la peur selon les mêmes méthodes que son allié Saddam Hussein. Nous continuons à combattre le terrorisme et nous rejetons ses auteurs comme interlocuteurs. Cela ne doit pas empêcher les Palestiniens désirant la paix de nous rejoindre sans délai autour de la table des négociations pour promouvoir l'initiative de paix que nous avons proposée. Elle est bonne pour eux; elle est bonne pour nous; elle est bonne pour toute la région; elle est bonne pour le monde entier.

Ces jours-ci, Israël ajoute une nouvelle page à l'épopée de sa renaissance nationale. L'Union soviétique a ouvert ses portes aux Juifs désirant rejoindre la terre de leurs ancêtres. Un spectacle merveilleux se déroule sous nos yeux. Des dizaines de milliers de Juifs récupèrent leur identité nationale et viennent rejoindre leurs frères dans leur patrie.

Ce processus historique est l'un des fruits des changements survenus en Europe. Les idéaux de la liberté qui sont à la base de la reconnaissance des droits de l'homme et de sa dignité ont enfin acquis droit de cité à l'Est. Le soleil de la démocratie pointe à l'horizon. A cette évolution ont beaucoup

M. Levy (Israël)

contribué les pays occidentaux fidèles aux principes de la liberté et de la démocratie, ainsi que la ferme résolution des présidents des Etats-Unis de les transmettre aux peuples du monde.

En Union soviétique, un homme d'Etat courageux, réaliste et sage s'est présenté et a initié un tournant dramatique. Et les murs d'hostilité entre les régimes et les peuples ont fini par s'écrouler. Nous suivons ce chemin avec espoir - espoir pour le peuple soviétique, pour l'Europe, pour nous, pour le monde, pour l'humanité entière. Ce changement a délivré la liberté et la démocratie des chaînes qui les entravaient. En Israël également, nous sommes heureux de ce changement, car voilà nos frères qui retournent à Sion. Nous exprimons notre gratitude aux pays démocratiques du monde et en particulier au Président Reagan et au Président Bush qui, par leur dévouement, ont contribué à ce que s'ouvrent les portes de la liberté.

M. Levy (Israël)

Sur cette maison où se rencontrent les nations, érigée en palais de la liberté et de l'indépendance, pèse toujours hélas, un nuage sombre. Il date de ce jour néfaste où fut adoptée une résolution qui compare le sionisme au racisme.

Cette résolution, qui ose traiter de raciste le mouvement de libération nationale d'un peuple qui, plus que tout autre peuple, a souffert du racisme, est devenue l'une des expressions les plus virulentes du racisme de nos jours. Cette résolution est une tare qui déshonore la Charte des Nations Unies.

Le peuple d'Israël, qui a proclamé à l'humanité le message universel de paix, s'applique depuis quelques générations à réaliser sa renaissance nationale en terre d'Israël.

Le terme shalom, qui signifie la paix, constitue l'essence de tout ce qui a été révélé au peuple d'Israël jusqu'à nos jours. C'est là aussi le message d'Israël à tout le monde, aux nations, et aussi, spécialement, à ses voisins.

C'est à la paix plus qu'à tout autre idéal qu'aspire tout Juif. Elle fait partie intégrante de toutes nos prières. Chez nous, on ne salue pas comme partout ailleurs; nous avons une façon de se saluer; on se salue en disant shalom. Lorsqu'on se quitte, c'est encore shalom. Nous tendons la main en nous disant shalom - paix. Toujours la paix.

Auparavant, à présent et dans l'avenir, dans l'angoisse et dans l'espoir, nous affirmons que c'est le créateur de l'univers lui-même qui fait régner la paix. C'est même l'une de ses gloires. A tout croyant, je cite : "Que celui qui a établi la paix dans les cieux, répande aussi la paix sur nous..."

Ce désir ardent de paix caractérise le peuple d'Israël depuis toujours. Ce désir, aujourd'hui comme jadis, anime Israël, qui tend aux nations et à ses voisins sa main toute prête à la paix.

Israël est l'un des rares pays auxquels on fait la guerre, continuellement, depuis leur création. Israël doit donc veiller à sa sécurité, et assurer son avenir, avec autant de détermination et de vaillance qu'Israël s'applique à sauvegarder ses principes, ses idéaux, et persiste à oeuvrer pour la paix. Dans l'esprit du Kippour, ce jour du Grand Pardon, ce jour le plus solennel pour le peuple juif partout dans le monde, que de cette tribune s'élève notre prière, personnelle, nationale et universelle :

"Que l'Eternel accorde à son peuple et à l'humanité entière la vaillance,
Que l'Eternel bénisse tous les peuples, et le peuple d'Israël, et leur
accorde la paix."

M. Levy (Israël)

Sur cette prière de notre langue sainte, je termine ma déclaration, mon discours, mon appel et mon vœu avec l'espoir que cet appel sera accepté et mènera à une autre ère, une ère d'espoir, une ère de construction, une ère d'oeuvre, une ère de compréhension, une ère d'attente et de coopération entre tous les peuples et surtout les peuples du Moyen-Orient.

Mme WILDE (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence au moment même où l'Organisation franchit le seuil de nouvelles possibilités et fait face à des défis complexes. Ce qui est vrai pour l'Organisation est également vrai pour mon pays. En Nouvelle-Zélande, il y a 150 ans en 1990 que les fondations de notre Etat-nation ont été jetées.

L'accord fondamental, le Traité de Waitangi, a été signé en 1840 par les chefs des tribus du pays qu'ils appelaient Aotearoa, et par les représentants de la Couronne britannique au nom des nouveaux colons dans le pays qu'ils appelaient Nouvelle-Zélande. Par cet accord, on convenait de vivre et de travailler en coopération. Notre association doit encore relever des défis importants : honorer des promesses rompues et redresser des torts historiques. Nous oeuvrons à l'instauration d'une société où les différences ethniques et culturelles sont perçues comme une force au lieu d'être rejetées comme une faiblesse. Nous essayons de mettre de l'ordre dans nos affaires.

La fin de la guerre froide offre l'occasion aux Nations Unies, en 1990, de mettre de l'ordre dans les affaires globales, de prendre un engagement nouveau et ragailardi envers la sécurité mondiale. Le Secrétaire général nous a rappelé dans son rapport annuel qu'une approche globale de la sécurité est l'essence même de l'existence des Nations Unies. La Nouvelle-Zélande souscrit pleinement à cette opinion. Une approche équilibrée et intégrative de la sécurité - la reconnaissance de nos besoins de sécurité communs et le rôle des Nations Unies - est primordiale à la protection des intérêts des petits pays. Nous croyons que les petits pays ont beaucoup à offrir aux Nations Unies. Un grand nombre de citoyens du monde vivent dans de petits pays aux modestes aspirations, qui ne souhaitent pas se livrer à la guerre, et qui ne peuvent imposer leurs points de vue aux autres.

En effet, les principales menaces à la sécurité de notre pays et de la région environnante, les îles du Pacifique Sud, ne sont pas militaires, mais écologiques et économiques.

Mme Wilde (Nouvelle-Zélande)

La Nouvelle-Zélande et le reste du Pacifique Sud ont la chance d'être éloignés des zones de conflit ou des foyers importants de tension internationale. Mais nous ne sommes en aucune façon isolés. Les événements économiques, politiques et écologiques au niveau mondial peuvent avoir un net impact sur de petits pays qui sont éloignés de l'épicentre des événements mondiaux. Un engagement envers les besoins de sécurité communs de la communauté mondiale est important en ce moment, alors que nous devons tous faire face à la crise du golfe Persique.

La Nouvelle-Zélande a condamné sans réserve l'agression de l'Iraq contre un voisin plus petit et les actes répugnants commis contre des nationaux étrangers. La population la plus touchée est bien entendu les Koweïtiens eux-mêmes, qui souffrent de cette tentative d'un voisin agressif de rayer complètement l'existence de ce pays indépendant. Cependant, les milliers de nationaux étrangers qui sont pris dans cette crise vivent également dans l'angoisse, en particulier ceux qui sont détenus contre leur gré. Il n'y a parmi eux qu'un petit nombre de Néo-Zélandais, mais ce petit nombre ne diminue en rien la signification de leur situation critique pour le Gouvernement et la population de la Nouvelle-Zélande. Nous estimons que la détention d'otages est un outrage et nous demandons instamment à l'Iraq de relâcher tous ceux qui sont détenus et de se conformer sans délai à toutes les résolutions du Conseil de sécurité.*

* M. Thompson (Fidji), Vice-Président, assume la présidence.

Mme Wilde (Nouvelle-Zélande)

Bien entendu, une préoccupation demeure : l'épouvantable possibilité d'une guerre qui risque d'englober de nombreux pays et de s'étendre même à d'autres régions. Il est de l'intérêt du monde entier de faire en sorte que cela n'arrive pas et que soit évité un recours au conflit armé.

Dans ce processus, le respect des principes et des valeurs des Nations Unies - et le recours aux mécanismes de l'Organisation - est indispensable. La Nouvelle-Zélande a indiqué dès le début au Secrétariat des Nations Unies qu'elle était disposée à contribuer sous les auspices des Nations Unies à toute opération dans la région du Golfe. Je confirme aujourd'hui cette offre. En particulier, la Nouvelle-Zélande a démontré qu'elle était disposée et capable de contribuer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Elle a pris l'engagement de fournir des vivres et une assistance médicale, et nos avions ont rapatrié une partie des réfugiés vers leurs pays d'origine - Pakistan et Philippines en particulier.

La crise du Golfe a montré à l'évidence que les Nations Unies étaient capables de réagir rapidement et efficacement face à un conflit régional. Les résultats, à ce jour, ont été considérables.

C'est la première fois que la Nouvelle-Zélande a la possibilité d'exprimer ses vues sur la crise du Golfe dans le cadre de cette organisation, et j'aimerais, après avoir entendu les autres orateurs, ajouter une note de prudence. Nous comprenons tous les conséquences que l'aggravation de la crise du Golfe risquent d'entraîner. Sur cette toile de fond, il est vital que tous les Membres des Nations Unies réaffirment leur soutien à la réponse collective. Il ne faut pas trop en attendre. Car après tout, ce sont les Membres des Nations Unies dans leur ensemble, qui, selon l'article 24 :

"confèrent au Conseil de Sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales".

Cette disposition est à la base de toutes les autres.

Les décisions prises au cours des dernières semaines au Conseil de sécurité à propos de ce problème ont une signification véritablement historique. Elles créent un précédent pour une réaction pratique à d'autres différends et conflits régionaux différents. Nous tous - membres permanents et non permanents du Conseil de sécurité et Etats non membres du Conseil - comprenons clairement, je pense, l'importance de ce qui est en cours de réalisation.

Mme Wilde (Nouvelle-Zélande)

Nous devons néanmoins réfléchir davantage à la question de savoir comment s'amorce ce processus. Dans un premier temps, il est encore possible d'améliorer parmi nous, et quelle que soit la place que nous occupons dans la configuration des événements, le partage des informations, des idées et des conclusions quant à la meilleure façon pour l'Organisation de formuler ses réponses. Une telle démarche sera indispensable si nous voulons atteindre à long terme, grands et petits pays confondus, notre objectif commun au sein de l'Organisation. Notre réponse collective face aux menaces présentes qui pèsent sur la stabilité du monde s'appuie sur un arrière-plan de réalisations importantes accomplies depuis la dernière Assemblée générale.

L'indépendance de la Namibie, les signes de progrès politique en Afrique du Sud, les mesures constructives en vue d'un règlement de la question du Sahara occidental, et les progrès accomplis en vue d'aboutir à une solution au Cambodge, représentent ensemble une liste impressionnante de succès. Le consensus croissant parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, et le nouvel esprit qui préside aux relations entre les superpuissances, représentent également de grandes réalisations. Mais ce sont les tâches qui restent à accomplir qui permettront de mettre véritablement à l'épreuve les capacités des Nations Unies et d'entrevoir ce que l'avenir nous réserve.

Ceci m'amène à parler de nouveau de la sécurité collective. A un moment où tant d'espoirs sont suscités - et alors que tant de problèmes angoissants se posent encore - il est nécessaire de raffermir notre attachement au renforcement de la trame de notre sécurité commune. Beaucoup espèrent que nous assistons maintenant à l'apparition d'un nouvel ordre. Le moment, certes, est mûr.

Mais pour y parvenir, nous devons renoncer à nos anciennes façons de penser et à nos anciens comportements. Nous devons changer d'attitude à l'égard de ce qui constitue notre sécurité. Nous devons manifester un respect nouveau pour nos ressources naturelles qui diminuent rapidement. Nous devons reconnaître que les libertés et les droits de l'homme dépendent non seulement des résolutions adoptées lors de réunions internationales, mais aussi de la mise en oeuvre de décisions qui faciliteront de véritables choix économiques pour les pays.

Pour de nombreux pays, surtout ceux de l'hémisphère sud, les problèmes des échanges commerciaux, de la dette et du sous-développement économique, persistent. Si de nouveaux progrès ne sont pas réalisés vers la libéralisation des échanges,

Mme Wilde (Nouvelle-Zélande)

aucun progrès réel ne pourra s'accomplir. Dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), les négociations d'Uruguay sur le commerce touchent à leur fin. La Nouvelle-Zélande place tous ses espoirs dans la réussite de ces négociations. Les perspectives de nouveaux débouchés commerciaux pour tous ne sauraient être sous-estimées.

Ceci représente une dernière chance pour le GATT. En 40 ans, ce système n'a pas réussi à mettre en place un environnement commercial équitable pour la majorité de ses membres. Sur le plan du commerce agricole, d'une importance particulière pour mon pays, le GATT a été singulièrement décevant. Il a toléré le protectionnisme et les subventions, appliqués principalement par des grandes puissances économiques, qui au fil des ans ont diminué les possibilités et le potentiel économiques des pays exportateurs de produits de base.

À un moment où l'idée d'un partage du fardeau de la dette a de plus en plus cours, nous devons noter que le fardeau du protectionnisme dans plusieurs importantes économies industrialisées a été supporté par d'autres pays. Il est encore plus instructif de constater que l'aide et les subventions à l'agriculture dans les pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) ont été estimées en 1989 à 245 milliards de dollars - six fois le total des ressources transférées par ces pays aux pays en voie de développement pendant la même année.

Cela est au cœur même du problème. Sans une révision substantielle des attitudes envers la sécurité économique collective de la part des puissances les plus influentes, y compris les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et leurs partenaires immédiats, l'idée d'un nouvel ordre économique, porteur de promesses et d'avantages pour tous, restera lettre morte. Les nations les plus petites et les moins puissantes ne se laisseront pas convaincre du contraire.

Le résultat des négociations du GATT au mois de décembre sera un test décisif. Les principaux ajustements adoptés lors de cette série de négociations devront provenir des économies les plus puissantes, celles dont l'influence a façonné ou déformé les règles commerciales pendant plus de 50 ans. Ces mêmes pays ont en ce moment même à portée de la main la possibilité de gérer efficacement la sécurité politique régionale dans notre monde, d'une manière plus effective et plus imaginative que jamais. Les transferts de ressources sont nécessaires non seulement pour résoudre les problèmes endémiques du sous-développement économique,

Mme Wilde (Nouvelle-Zélande)

mais aussi pour s'attaquer à ce qui n'a été reconnu que trop tardivement : la dégradation de l'environnement.

Il y a un autre domaine où les intérêts de certains pays dépendent inextricablement des actions de certains autres. C'est un domaine où l'adoption d'une idée de sécurité commune est essentielle à notre survie. Les voisins immédiats de la Nouvelle-Zélande dans le Pacifique Sud en fournissent un exemple frappant. Loin d'être une vaste mer inhabitée, le Pacifique Sud comprend des dizaines de milliers de petites îles, plus de 1 000 langues différentes et une grande variété de cultures. Mais beaucoup de ces îles sont petites, souvent des atolls, dont l'existence même est menacée par la montée, que l'on prédit, du niveau de la mer si l'effet de serre produit par les émissions de gaz n'est pas contrôlé par les pays industrialisés.

L'écosystème de notre environnement marin est également menacé de l'extérieur par l'exploitation sauvage des ressources et le déversement de déchets toxiques. La sécurité écologique du Pacifique Sud est totalement interdépendante de la région plus vaste de l'Asie-Pacifique et de la communauté mondiale. Pour préserver la sécurité écologique, nous devons prendre le ferme engagement politique d'adopter des décisions difficiles.

Les Nations Unies viennent tout juste de commencer les préparatifs concernant la Conférence sur l'environnement et le développement de 1992 qui revêt une importance vitale. La Nouvelle-Zélande a l'intention d'y jouer un rôle constructif, et notre gouvernement oeuvrera avec les organisations non gouvernementales pour présenter les vues de notre pays à cette conférence.

Mme Wilde (Nouvelle-Zélande)

Il faut prêter assistance aux pays en développement, en particulier pour qu'ils puissent réparer les dommages écologiques aggravés par la pauvreté et pour qu'ils ne dépendent pas de techniques écologiquement destructrices. L'Assemblée générale a un rôle important à jouer pour faire progresser le débat sur l'environnement en prenant des décisions sur la base desquelles les gouvernements pourront agir.

L'adoption l'année dernière d'une résolution importante relative à la pêche aux filets dérivants, et les mesures qui ont suivi, sont des preuves convaincantes de ce qui peut être accompli. Nous devons tirer parti de ce résultat. Il faut adopter d'urgence des mesures dans un certain nombre de domaines, notamment pour empêcher les changements climatiques et préserver la biodiversité de la Terre.

Même si cela a incontestablement été provoqué par une situation de crise, le fait que l'on reconnaisse de plus en plus la nécessité d'une coopération internationale pour préserver l'environnement est un signe encourageant d'appui global à ces nouvelles politiques de sécurité. Cependant, en dernière analyse, notre sécurité commune dépend également du maintien et du renforcement de la paix mondiale.

Nous nous félicitons tous des nouvelles possibilités qu'offre la fin de la guerre froide. Des progrès importants ont sans aucun doute été réalisés au cours de l'année écoulée, en ce qui concerne la conclusion du Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, l'accord de principe sur la réduction des armes nucléaires stratégiques et les négociations sur la stabilité classique en Europe. Mais le symbole le plus remarquable de la fin de la guerre froide est, bien sûr, le fait qu'à partir de cette semaine il n'y aura qu'une seule délégation allemande aux Nations Unies. La réunification pacifique de la nation allemande est une réalisation capitale. Nous appuyons sans réserve les efforts des deux grandes puissances et des autres pays participant à ces démarches. Nous espérons voir régner la paix et la stabilité dans le monde plutôt que l'affrontement militaire. Si nous envisageons l'avenir avec plus d'espoir, nous devons toutefois le faire sans illusion. La crise qui sévit dans la région du Golfe nous rappelle de façon percutante que le maintien de la paix exige un engagement réel. Nous ne pouvons pas espérer que la paix naîtra inévitablement de certaines tendances historiques. Nous tous, grandes et petites puissances, avons

Mme Wilde (Nouvelle-Zélande)

la responsabilité commune de veiller à ce que les nouvelles possibilités qui s'offrent à nous deviennent des réalités importantes.

Jusqu'à présent, la poursuite énergique de la course aux armements classiques a largement contribué à la création de conflits. Les gouvernements ne sauraient se soustraire à la responsabilité qui est la leur d'arrêter cette prolifération. En Nouvelle-Zélande, nous sommes fermement décidés à jouer un rôle constructif et novateur dans le processus de désarmement et à contribuer à l'établissement d'une sécurité réelle dans notre région et au niveau international.

L'attachement de la Nouvelle-Zélande au maintien de la paix est illustré par le fait que nous participons aux opérations de surveillance de la trêve au Moyen-Orient, dirigées par les Nations Unies, ainsi qu'au Groupe d'observateurs pour l'Iran et l'Iraq, de même qu'aux opérations - qui ne relèvent pas des Nations Unies - visant à assurer le maintien de la paix dans le Sinaï. La police de la Nouvelle-Zélande a également aidé la Namibie dans sa transition vers l'indépendance. Dans notre propre région, nous avons facilité les négociations et le règlement du différend portant sur l'île de Bougainville, en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Les pays de notre région ont largement contribué au processus de désarmement nucléaire mondial en créant dans le Pacifique Sud une zone dénucléarisée, ce qui, l'année dernière, a été approuvé par une majorité écrasante de l'Assemblée générale. Le Traité complète les mesures de dénucléarisation que la Nouvelle-Zélande a adoptées sur le plan national. Deux membres permanents du Conseil de sécurité se sont formellement engagés à respecter cette initiative en signant les protocoles au Traité. Deux autres ont promis que leurs activités ne seraient pas incompatibles avec les dispositions du Traité. Nous demandons instamment à tous les Etats dotés d'armes nucléaires de s'engager formellement en signant les protocoles au Traité. La création de la Zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud a mis encore davantage en lumière la façon dont la France poursuit ses essais d'armes nucléaires, contrairement aux vœux exprimés par les pays de la région. Nos protestations contre les essais nucléaires menés dans le Pacifique Sud par une puissance nucléaire, en dehors de son territoire métropolitain, sont restées sans réponse. Il est intolérable qu'une région attachée aux principes de dénucléarisation soit utilisée en tant que terrain d'essais pour la mise au point de techniques d'armes nucléaires. Pendant un certain nombre d'années, la

Mme Wilde (Nouvelle-Zélande)

Nouvelle-Zélande et l'Australie ont parrainé au sein de cette assemblée des projets de résolution demandant que cessent tous les essais d'armes nucléaires. Nous parrainerons de nouveau cette année un projet de résolution de même nature.

Plus que toute autre mesure, une interdiction générale des essais permettrait de ralentir la course aux armements nucléaires. Nous demandons aux membres permanents du Conseil de sécurité de répondre à l'appel lancé par la majorité écrasante des membres de l'Assemblée qui souhaitent la prompte conclusion d'un traité d'interdiction générale des essais.

Nous partageons l'inquiétude de nombreux Membres de l'Organisation quant à la possibilité d'une prolifération d'armes nucléaires dans d'autres régions de tension, telles que le Moyen-Orient, l'Asie du Nord ou la péninsule coréenne. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est une partie essentielle du processus de désarmement nucléaire mondial. Dans ce contexte, nous nous félicitons du large appui manifesté à la récente Conférence d'examen en faveur du renforcement des garanties visant à limiter encore davantage la prolifération éventuelle d'armes nucléaires. Nous avons vivement regretté qu'il n'ait pas été possible de mentionner dans le Document final ce fait ainsi que d'autres résultats importants obtenus par la Conférence d'examen. Il est essentiel de prendre d'autres mesures de suivi pour s'assurer que ces résultats n'ont pas été obtenus en vain. Nous sommes déçus de constater le peu de progrès obtenus en ce qui concerne l'interdiction des essais nucléaires que nous considérons comme une partie importante du "marché" relatif au Traité sur la non-prolifération. Néanmoins, les enjeux sont trop élevés pour mettre en péril ce traité.

Un autre aspect du désarmement suscite actuellement un immense intérêt dans notre région : la destruction des armes chimiques. Nous nous félicitons de la décision des Etats-Unis et de l'Union soviétique de détruire la majorité de leurs stocks d'armes chimiques. Nous sommes moins heureux de la décision des Etats-Unis d'utiliser un atoll de l'océan Pacifique pour y détruire une partie de leurs stocks.

Nous comprenons certainement la nécessité de détruire sur place, lorsque c'est possible, et nous attendons avec impatience le jour où les stocks existants auront disparu de notre région. A l'instar d'autres pays du Pacifique Sud, nous ne voulons pas que notre région soit considérée comme une zone pratique de destruction loin des villes encombrées des pays qui ont fabriqué ces armes. Notre région estime clairement que les transferts de stocks d'armes chimiques vers le Pacifique, où ils sont détruits, devraient cesser complètement. Nous nous félicitons donc des

Mme Wilde (Nouvelle-Zélande)

assurances qui ont été données dans ce sens par les Etats-Unis au Forum du Pacifique Sud. Nous continuerons de nous opposer à l'idée que notre région serve aux essais d'armes nucléaires ou de terrain d'enfouissement ou de destruction des déchets nucléaires ou toxiques.

Le moment est venu pour nous tous de relever les défis et de tirer parti des possibilités qui s'offrent aux Nations Unies afin que notre organisation soit à la hauteur des nouvelles tâches. Le système à beaucoup d'égards reflète un autre monde et une autre époque. Depuis 40 ans, des protagonistes nouveaux et importants sont devenus actifs au sein de notre communauté mondiale des nations et il faut que la position qu'ils occupent dans l'ordre mondial soit mieux reconnue. Les anciennes inimitiés disparaissent; les pays livrés se réunissent. De nombreux petits pays se demandent comment ils peuvent actuellement protéger au mieux leurs intérêts sur cette scène où se déroulent des changements sans précédent.

Il est nécessaire de disposer d'un système qui offre une meilleure perspective générale de la sécurité mondiale, qui permette de prendre des décisions précises et, surtout, qui favorise le strict respect des conventions adoptées. L'Assemblée générale doit s'efforcer de créer ce système, et nous devons tous garder à l'esprit que ce sont nos enfants qui seront les ultimes bénéficiaires de nos actions.

Au moment où l'Organisation des Nations Unies appelle l'attention sur les besoins des enfants du monde, il est utile de nous rappeler que ce ne sont ni les techniques ni les ressources qui manquent pour parvenir à assimiler les besoins en matière d'environnement et de développement, et pour faire en sorte que la génération à venir jouisse d'une sécurité commune : ce qui manque, c'est la volonté politique.

La réalité étrange c'est que pour répondre aux besoins réels et pressants des enfants, qui ont été examinés ces derniers jours, il suffirait de réduire les budgets militaires excessifs existant de par le monde.

En ces temps de grand espoir - et de grand danger -, nous devrions peut-être nous rappeler que ceux qui vont recevoir notre legs politique ont des besoins simples. Au moment où nous prenons des décisions - choisissons d'agir ou de ne pas agir -, je poserais la question dans la langue des Maoris d'Aotearoa, la langue de mon fils : "He aha te taonga o Te Ao Hou?" - "Quel est le trésor de cette nouvelle aube?" Et la réponse est évidente : "Nga mokopuna, nga mokopuna, nga mokopuna" - "Ce sont les enfants, ce sont les enfants".

La séance est levée à 13 h 20.

